

**RAPPORT D'ACTIVITÉ
2024**

**CONSTRUIRE
UNE TERRE
DE SOLIDARITÉ**



**TERRE
SOLIDAIRE**

SOMMAIRE

1	2024, EN UN COUP D'ŒIL	6
2	AGIR ENSEMBLE	13
3	AXES THÉMATIQUES	22
4	RÉFLEXIONS TRANSVERSES	40
5	DONNER POUR UN MONDE PLUS JUSTE	48

Directrice de la publication : Virginie Amieux

Coordination : Louise Clerc, direction de la communication et de l'information

Rédaction : Raphaël Mège, direction de la communication et de l'information, direction du développement des générosités

Correction : Méliné Kapamadjian

Conception graphique : Michaël Bouffard

Crédits : Nour Arfa (couverture, p. 33, 35), Sacha Lenormand (p. 3, 8, 12, 47, 50, 55, 56, 57), Virginie Amieux (p. 6-7), Gwen Dubourthoumieu (p. 9, 27, 28, 48-49, 58), CCFD-Terre Solidaire (p. 9, 27, 47, 56), Bernadette Bardet (p. 9), Roberta Valerio (p. 13, 22-23, 36, 39), Patrick Piro (p. 14-15, 26) Alessandro Cinque (p. 19, 40-41), Julien Deconinck (p. 21), Christophe Da Silva (p. 24), Nnoman Cadoret (p. 29), Julia Zimmermann (p. 32), Constance Decorde (p. 37), Jean-Claude Gerez (p. 38), Pierre Morel (p. 42), Emily Garthwaite (p. 44), Sidonie Hadoux (p. 45)



Impression : Imprimerie Moderne sur du papier certifié PEFC

Référence : 923 03 25

Dépôt légal : Mai 2025

DANS UN MONDE EN CRISE, ESPÉRER CONTRE TOUTE ESPÉRANCE¹



Virginie Amieux
Présidente du
CCFD-Terre Solidaire

Vers où tourner la tête pour garder espoir ? Tout semble aller très vite avec la montée des populismes et du repli sur soi, y compris en France. Le développement des conflits et des crises environnementales et sociales sur l'ensemble des continents, le rétrécissement des espaces laissés aux sociétés civiles, ainsi que des recompositions géopolitiques majeures dressent un tableau plutôt sombre de cette année 2024.

Face à cette situation, le CCFD-Terre Solidaire continue d'affirmer que la solidarité internationale, le lien entre les peuples et la consolidation des sociétés civiles sont plus que jamais essentiels pour l'avenir de notre Maison commune.

Il y aurait de quoi désespérer et pourtant, c'est quand il n'y a apparemment plus d'espérance que l'espérance peut justement commencer. En s'appuyant sur son identité chrétienne, sur l'Évangile, sur les enseignements de la pensée sociale de l'Église, et en lien avec toutes ses composantes, le CCFD-Terre Solidaire est resté en 2024 un acteur de transformation sociale, en mettant la dignité de chaque être humain au cœur de son action de lutte contre les causes structurelles de la faim.

Si l'on regarde l'année passée dans le rétroviseur, il est difficile de faire une sélection dans nos actions tant elles sont nombreuses et riches. Ensemble, nous avons œuvré chaque jour pour rendre possible la mise en place de plus de 500 projets par les organisations des sociétés civiles des Sud, de près de 3 000 actions de mobilisation citoyenne ici en France, et de nombreuses actions et campagnes de plaidoyer auprès des décideurs et de nos concitoyens.

Depuis 2021, un nouveau rapport d'orientation nous sert de boussole. Nous entrons dans la seconde période de sa mise en œuvre pour une durée de trois ans, de 2025 à 2027, à laquelle je prendrai part. Début septembre 2024, je me voyais en effet confier la présidence du CCFD-Terre Solidaire, après neuf ans de présidence de Sylvie Bukhari-de Pontual qui a tant fait pour l'association, et que je tiens une fois encore à remercier pour tout le travail effectué et celui engagé pour l'avenir de notre association.

En 2024, le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires ont été régulièrement bousculés par une actualité toujours plus dense. Les équipes bénévoles et salariées ont dû faire preuve d'adaptation, de réactivité, et d'une agilité de tous les instants. Parfois fatiguées, voire épuisées, mais jamais découragées, elles ont mis en œuvre avec enthousiasme nos trois missions sociales (Mobilisation citoyenne, Plaidoyer, Partenariat) sur les quatre axes thématiques retenus par le rapport d'orientation (Souveraineté alimentaire, Justice économique, Paix et vivre ensemble et Migrations internationales).

**LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
EST PLUS QUE JAMAIS
ESSENTIELLE POUR L'AVENIR
DE NOTRE MAISON COMMUNE.**

MOT DE LA PRÉSIDENTE

1. « Espérer contre toute espérance » (Romains, 4,18).

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE, EN PRISE AVEC L'ACTUALITÉ DU MONDE

Qu'il s'agisse de la guerre à Gaza, de la chute de Bashar el-Assad ou de l'avancée du M23 dans le Nord-Kivu, de l'ouverture de négociations sur la fiscalité internationale et sur le financement du développement (FFD4) ou de l'adoption (depuis remise en question) de la directive européenne sur le devoir de vigilance, de la loi d'orientation agricole ou des élections législatives françaises... nos équipes, en réponse à l'actualité, n'ont cessé de s'investir sur tous les fronts. Seules ou au sein de collectifs, elles ont montré, s'il le fallait, que **la mission de solidarité internationale du CCFD-Terre Solidaire est bien en prise avec le monde d'aujourd'hui.**

Des projets et programmes innovants se sont poursuivis sur l'ensemble des thématiques, en articulant nos trois missions sociales: la remise aux députés d'un manifeste d'interpellation sur la solidarité internationale; la note de décryptage sur les financements français en Tunisie liés aux politiques migratoires; le programme Tapsa (Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire), le réseau de bénévoles Palestine-Israël et ses 300 membres; l'Agora de la Paix pour les 30 ans de l'espace Rencontre de Lourdes; les nouveaux modules e-learning pour accompagner la montée en compétence des bénévoles; la participation au forum social sur l'extractivisme en Bolivie; la campagne de mobilisation citoyenne « Abus des multinationales, on devrait tous pouvoir dire non! »; les rencontres internationales sur les semences paysannes et le 10^e congrès latino-américain sur l'agroécologie ne sont qu'un aperçu des actions menées.

Par ailleurs, le CCFD-Terre Solidaire a réalisé avec ses partenaires des Sud, et en collaboration avec le F3E (réseau regroupant plus de 100 acteurs de la solidarité et coopération internationales), une étude déterminante sur le patriarcat (lire article p. 42), qui nous permet d'affirmer que le patriarcat est l'une des causes structurelles de la faim. Forts de cette analyse, nous chercherons dans les années à venir à interroger et à prendre en compte cette réalité systémique dans l'ensemble de nos actions ici et là-bas.

« L'ENSEMBLE », UNE FORCE À DÉVELOPPER

Le paysage du CCFD-Terre Solidaire est fort de « l'Ensemble », avec les trois structures qui le composent : la SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement solidaire), la Fondation Terre Solidaire et notre association. Les ajustements sont constants afin de chercher les meilleures complémentarités et articulations entre nos organisations.

Des administrateurs croisés font le pont entre nos organisations. Deux salariés et deux bénévoles du CCFD-Terre Solidaire siègent ainsi au conseil d'administration de la Fondation Terre Solidaire, dont les réflexions sur la transition écologique et solidaire nourrissent

notre association sur cet axe essentiel. Ces liens sont sans doute à approfondir au bénéfice de nos actions sur la conversion écologique.

En 2024, un travail a également été fait sur la structuration de la SIDI, dont le CCFD-Terre Solidaire, membre fondateur, est un acteur central. Cette nouvelle organisation permet à notre association de rester bien présente dans la gouvernance de la SIDI, notamment à travers son trésorier et sa présidente, aux côtés de congrégations fortement engagées et de l'association des actionnaires. Sur un plan plus technique, la SIDI a mis en place des outils de suivi et d'évaluation pouvant inspirer le CCFD-Terre Solidaire.

UNE VIGILANCE ACCRUE SUR NOTRE POUVOIR D'AGIR

Le 30 juin, les élections législatives en France ont révélé l'ampleur des offensives réactionnaires à l'oeuvre dans notre pays, et la tentation du repli identitaire qu'elles alimentent. Selon nous, le CCFD-Terre Solidaire a un rôle à jouer pour que nos concitoyens n'oublient pas la solidarité, et en particulier la solidarité internationale. Par ailleurs, l'évolution des politiques publiques et territoriales peut fragiliser l'action, voire l'existence même du monde associatif, et donc de notre association. Un peu partout en France, des bénévoles se sont mobilisés en lien avec d'autres organisations, à l'image du CCFD-Terre Solidaire qui était présent et a pris la parole lors du rassemblement chrétien Justice et Espérance, le 23 juin 2024.

Les annonces successives de coupes budgétaires dans l'aide publique au développement (APD) sont devenues réalité dès 2024, fragilisant notre modèle économique et celui des projets soutenus avec des financements institutionnels parfois importants. La réduction de presque 2 millions d'euros de financements sur nos projets a eu des impacts majeurs, en particulier sur notre ambitieux programme Tapsa impliquant quatorze pays et six régions françaises. Le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé contre les baisses de l'APD, aux côtés notamment de Coordination Sud et du Crid (Centre de recherche et d'information pour le développement).

Pour garantir son avenir, le CCFD-Terre Solidaire a engagé des actions fortes en termes de notoriété et de renouvellement du bénévolat : la campagne de recrutement des bénévoles à la rentrée, des actions spécifiques à destination des jeunes générations sur chacun des territoires pour renouveler le réseau, une campagne de notoriété, « L'association qui ne fait rien », particulièrement appréciée, ou encore la croissance de nos communautés digitales, particulièrement sur Instagram et LinkedIn, qui nous permet de renouveler nos audiences grâce notamment à des créateurs de contenus.

Le CCFD-Terre Solidaire doit aujourd'hui réfléchir, conjointement avec d'autres organisations, à la mise en œuvre de stratégies sur ce qui constitue les fondements de son pouvoir d'agir à trois niveaux : veille sur la protection et l'intégrité des espaces civiques, renouvellement de son réseau, et consolidation de son modèle financier.

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE, UNE ORGANISATION QUI ÉVOLUE ET SE LAISSE BOUSCULER

Notre organisation interne, au niveau des dynamiques associatives et des équipes salariées, continue d'évoluer. L'imprévisibilité de l'avenir suscite des sentiments parfois contradictoires, de la confiance à la peur, de la sérénité au découragement, de la certitude au doute.

Beaucoup de changements sont intervenus dans la vie de notre association en 2024, tant au niveau de la gouvernance que des directions salariées. **Merci à chacun d'avoir tenu le cap avec agilité et persévérance.**

Depuis septembre, nous avons la joie de pouvoir profiter, au siège du CCFD-Terre Solidaire, d'un grand espace de rencontre et de convivialité. Loin d'être anecdotique, cet espace participe de la société que nous souhaitons construire ici et là-bas : une société de lien, où le vivre-ensemble est un axe central, y compris au sein de notre organisation. Un service « *Environnement de travail* » vient soutenir les dynamiques collectives et prendre soin concrètement du cadre et du climat de travail de chacun. Merci à eux.

Au niveau associatif, un travail important est réalisé auprès des mouvements et services d'Église (MSE), afin de renforcer leur présence aux côtés des bénévoles dans les territoires comme dans la gouvernance. Les commissions des axes thématiques, même si elles doivent encore trouver leur vitesse de croisière, sont de plus en plus ancrées dans nos fonctionnements et interagissent avec les équipes salariées. Des équipes bénévoles sont en place aussi bien au niveau de la recherche de fonds que sur le plaidoyer en région. Il reste à ajuster en continu les positionnements et les articulations entre équipes bénévoles et salariées : c'est tout l'enjeu du monde associatif.

PERSPECTIVES 2025

Les perspectives géopolitiques 2025 ne sont pas réjouissantes. Les premiers pas de Donald Trump à la Maison Blanche ont laissé les organisations de solidarité internationale dans un état de sidération face au mépris de la dignité humaine, de la justice, des droits humains et, en définitive, de la vie.

À ce jour, l'adoption de la loi d'orientation agricole en France, avec ses impacts indirects dans les pays du Sud et la remise en cause de la directive européenne sur le devoir de vigilance illustrent un détricotage préoccupant d'avancées pourtant essentielles pour la protection de l'environnement et des droits humains.

À travers le Jubilé « Pèlerins d'Espérance » lancé en décembre dernier, le Pape François nous a invités à voir **les signes d'un avenir meilleur et à croire en la force de la justice sociale**. Son appel continue de résonner aujourd'hui plus que jamais. En hommage à cet élan qu'il a su insuffler, le CCFD-Terre Solidaire, avec chacune et chacun d'entre vous, poursuivra avec **enthousiasme ses engagements et tiendra bon dans la tempête**, en continuant à porter haut les couleurs de notre association « qui ne fait rien »... et ça change tout !





CHAPITRE 1

2024, EN UN COUP D'ŒIL

FÉVRIER

Adoption de la directive européenne sur le devoir de vigilance, qui responsabilise les sociétés sur les impacts humains et environnementaux de leurs activités, après plus de cinq années de plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire et de ses alliés.



MAI

Organisation à Lourdes de l'Agora de la Paix, à l'occasion des 30 ans de l'espace Rencontre du CCFD-Terre Solidaire.

Audition du CCFD-Terre Solidaire à l'Assemblée nationale, dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire sur la perte de souveraineté alimentaire de la France.

AGORA DE LA PAIX

ÉCHANGER, EXPÉRIMENTER, SE RESSOURCER | LOURDES | 18 MAI 2024



Rejoignez notre chaîne de solidarité, faites un don sur www.ccfddterresolidaire.org



TEMPS FORTS 2024

JUILLET



Lancement de la deuxième phase du projet Resilac visant à renforcer la capacité de résilience des populations autour du bassin du lac Tchad par la relance économique, en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire.



Soutien du CCFD-Terre Solidaire à son partenaire palestinien Culture et Pensée libre, avec pour objectif de déployer douze points éducatifs au profit de 5 000 enfants et adolescents dans trois camps, à Khan Younes et Mawasi.

Première session du comité préparatoire pour l'organisation de la 4^e conférence des Nations unies sur le financement du développement, qui doit permettre de réformer l'architecture financière internationale dans le sens d'une plus grande équité vis-à-vis des pays du Sud.

SEPTEMBRE



Tournée en France du Caravan'Tour, porté par les bénévoles de la région Aquitaine du CCFD-Terre Solidaire pour sensibiliser à l'agroécologie paysanne et solidaire.

OCTOBRE



Participation du CCFD-Terre Solidaire et de 19 de ses partenaires aux rencontres internationales des semences paysannes, dans les Alpes-Maritimes.

DÉCEMBRE



Lancement par le CCFD-Terre Solidaire de la campagne « Abus des multinationales : on devrait tous pouvoir dire non ! », afin de défendre le droit des populations à décider de leur avenir, protéger leurs territoires et construire un monde plus juste et durable.

CONSTRUIRE UN MONDE PLUS JUSTE PAR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Le CCFD-Terre Solidaire agit aux côtés des populations les plus vulnérables face aux nombreuses injustices qu'elles subissent, en premier lieu celle de la faim.

Son action s'adresse à toutes les femmes et tous les hommes, sans distinction de religion ou de spiritualité. L'organisation promeut une dynamique de solidarité universelle fondée sur la dignité humaine et le respect des droits fondamentaux.

Agir sur les causes, pas seulement sur les conséquences

Loin des logiques d'assistance et d'urgence, le CCFD-Terre Solidaire s'attaque aux causes structurelles des injustices. Il soutient des associations partenaires locales, convaincu que ce sont elles qui détiennent les connaissances et les solutions les plus pertinentes pour leur territoire. L'action s'appuie sur une démarche de co-construction : le CCFD-Terre Solidaire fait « avec », jamais « à la place de ».

Cette approche repose sur une vision du développement qui valorise l'autonomie des populations, la justice sociale et le respect de l'environnement. En renforçant les capacités locales, le CCFD-Terre Solidaire œuvre à un changement durable.

TROIS LEVIERS D'ACTION COMPLÉMENTAIRES

1. LE PARTENARIAT INTERNATIONAL

L'organisation accompagne plus de 500 organisations locales dans 69 pays, engagées dans des projets d'agriculture familiale, d'agroécologie, de défense des droits humains, d'égalité femmes-hommes et d'économie solidaire. Cet appui à la fois financier, technique et humain s'inscrit dans une logique de partenariat durable.

2. LE PLAIDOYER

Pour faire évoluer les politiques publiques et corriger les déséquilibres systémiques, le CCFD-Terre Solidaire mène des actions de plaidoyer aux niveaux national, européen et international. Il contribue à la reconnaissance des droits humains et à une répartition plus équitable des ressources.

3. LA MOBILISATION CITOYENNE

Avec plus de 7 800 bénévoles mobilisés en France, l'organisation sensibilise les citoyens et les implique dans l'action dans le cadre d'ateliers, campagnes et événements. Cette mobilisation, en reliant les enjeux globaux aux réalités locales, contribue à faire émerger une société plus solidaire.

Animé par des valeurs de solidarité, de justice, d'indépendance et d'engagement, le CCFD-Terre Solidaire poursuit sa mission :

lutter contre la faim, défendre les droits humains et transformer durablement les conditions de vie.



TERRE SOLIDAIRE

EN 2024, LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE ET LA SIDI ONT SOUTENU

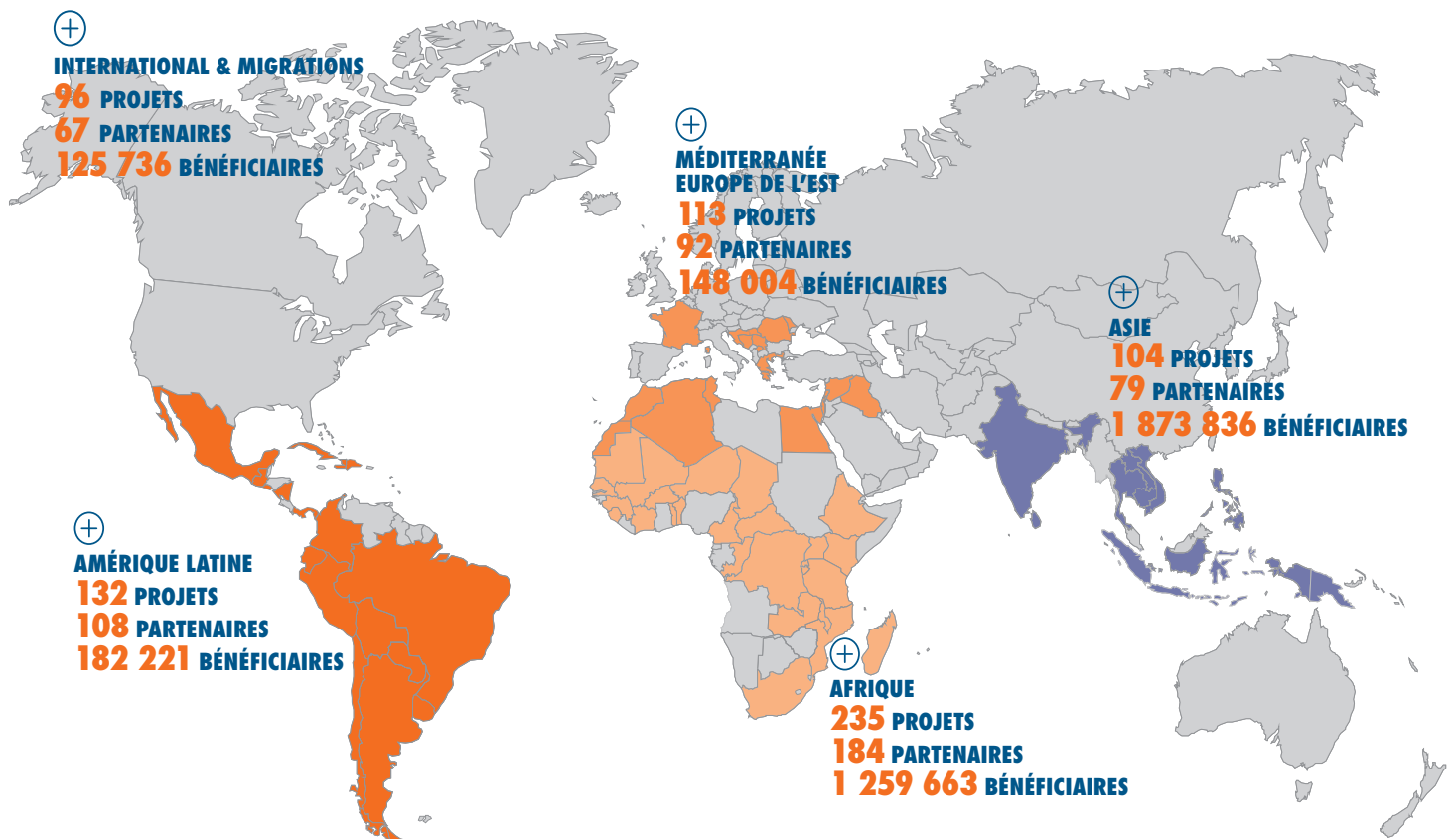
680 PROJETS*

530 ORGANISATIONS PARTENAIRES*

69 PAYS*

3,589 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

*Ces chiffres incluent les données de la SIDI qui a soutenu financièrement et techniquement 127 partenaires. Elle est présente en particulier dans 10 pays où le CCFD-Terre Solidaire n'a pas de partenaires : Burkina Faso, Équateur, Kenya, Kosovo, Malawi, Moldavie, Ouganda, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie.



ICI, LÀ-BAS, NOS PARTENAIRES

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an et met en œuvre les orientations stratégiques décidées par l'assemblée générale. Il veille à la bonne coordination des activités du CCFD-Terre Solidaire, valide les plans d'action de l'association et s'assure de la mise en place de l'organisation du réseau tout en préparant le budget prévisionnel à soumettre à l'assemblée générale.

Il est composé des membres du bureau national et de 18 membres élus représentant les régions et les mouvements et services d'Église.



Virginie Amieux (Présidente), **Anne Murat** (secrétaire nationale), **Patrice Leloup** (trésorier), **Emmanuel Fayemi** (chargé des relations avec le réseau), **Isabelle Hector-Butz** (chargée des relations avec les MSE).

Claude Besson (Pays de Loire), **Frédéric Martin** (Pays de Loire), **Jacques Davy** (Bretagne), **Bernard Sauve** (Bretagne), **Marie-Paule Freytag** (Rhône-Alpes), **Christine Lagrange** (Rhône-Alpes), **Bernard Idrac** (Île-de-France), **Evelyne Lebault** (Île-de-France), **Jacques Muller** (Alsace), **Christian Schmitz** (Bourgogne-Franche-Comté), **Guillaume Nicolas** (DCC), **Jean-Robert de Pasquale** (ACI), **Dominique de Viviès** (MCR), **Mireille Ahossi** (IRSI), **Jean-Baptiste Salles** (MCC), **Céline Bonneau** (SGDF), **Michel Roy** (personnalité qualifiée, Justice et Paix), **Christophe Mestre** (personnalité qualifiée, CIEDEL).

LES COMITÉS ET COMMISSIONS

- Commission du partenariat international
- Comités territoriaux du partenariat
- Commission axes thématiques
avec 4 sous-commissions:
Justice économique, Souveraineté alimentaire,
Paix et vivre ensemble et Migrations
- Service d'audit interne
- Comité d'éthique
- Comité de médiation
- Comité des placements financiers
- Commission de diversification des ressources

INSTANCES DE GOUVERNANCE



CHAPITRE 2

AGIR ENSEMBLE

2022-2024 : UN PREMIER PLAN TRIENNAL RICHE EN PROJETS ET EN AVANCÉES

En 2021, le CCFD-Terre Solidaire a adopté son rapport d'orientation 2021-2027, qui déclinait dix grandes orientations stratégiques concernant sa stratégie, sa relation avec l'Église, sa gouvernance, son réseau de bénévoles, son équipe salariée, ses actions internationales ainsi que ses moyens d'action. À partir de ce travail, l'association a élaboré un premier plan d'action triennal pour la période 2022-2024. Celui-ci fixait onze objectifs prioritaires, qui ont favorisé des évolutions importantes.

1 CRÉER UN LABORATOIRE D'IDÉES POUR NOURRIR SA VISION

Le Lab' Terre Solidaire a été créé en 2022 dans le cadre de « l'Ensemble Terre Solidaire » afin de favoriser la recherche dans le champ de la transition écologique et sociale, et ainsi aider les acteurs des sociétés civiles à renforcer leurs capacités d'action.

2 STRUCTURER SON ACTION SELON QUATRE CHAMPS THÉMATIQUES

Pour répondre à l'enjeu de l'écologie intégrale, le CCFD-Terre Solidaire a axé son activité autour de quatre thématiques prioritaires : Souveraineté alimentaire, Migrations internationales, Paix et vivre ensemble, Justice économique. Le plan triennal a permis au CCFD-Terre Solidaire de repenser la gouvernance et l'organisation de ses équipes autour de ces quatre thèmes, en créant la commission des axes thématiques (CAT) et en constituant des équipes thématiques transversales composées des salariées et salariés des directions du plaidoyer, de la mobilisation citoyenne et des partenariats internationaux.

3 AGIR CONTRE LE PATRIARCAT

Dès les années 2000, sous l'impulsion de partenaires féministes dans les pays du Sud et de certains professionnels en son sein, le CCFD-Terre Solidaire a intégré l'approche genre, d'abord en créant un groupe de travail « genre et développement », puis en inscrivant cet enjeu dans ses différents rapports d'orientation depuis 2014. Cela l'a conduit à initier une réflexion sur la question du patriarcat, puis à réaliser en 2024 une étude participative intitulée « Agir contre le patriarcat, cause structurelle de la faim et des inégalités » (lire article p. 42), destinée à mieux ancrer cette dimension dans l'ensemble de ses actions.

4 POUR UNE ÉGLISE TOURNÉE VERS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE, FRATERNELLE ET SYNODALE

Le CCFD-Terre Solidaire agit pour que l'Église en France et dans le monde vive pleinement la solidarité internationale, développe un esprit de fraternité et devienne plus synodale. Il a notamment participé au mouvement Justice et Espérance qui réunit des chrétiens engagés contre l'extrême droite, et a joué un rôle central dans la création et l'animation du collectif Promesses d'Église, qui rassemble 46 organisations catholiques cherchant à insuffler la synodalité au sein de l'Église, dans la suite de la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase).

5 UN PLAN DE FORMATION POUR METTRE EN ŒUVRE NOTRE RAPPORT D'ORIENTATION

Élément essentiel du développement du réseau de bénévoles, la formation permet d'accueillir et d'intégrer de nouveaux bénévoles, et de leur donner les capacités d'agir et de vivre un engagement porteur au-delà du CCFD-Terre Solidaire. L'association a récemment développé des formations e-learning permettant aux bénévoles de construire leur parcours selon leurs centres d'intérêt et les besoins de leur territoire. Le nombre de formations organisées durant ce premier triennal, ainsi que le nombre de participants témoignent des attentes des bénévoles.

6 AGIR ENSEMBLE EN FAVEUR DE LA TRANSITION ÉCONOMIQUE, ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Depuis plus de soixante ans, le CCFD-Terre Solidaire, rejoint ensuite par la SIDI puis par la Fondation Terre Solidaire, propose un autre modèle de société et des réponses justes et durables aux crises que nous traversons. En 2020, il a initié les rencontres de l'Ensemble afin de renforcer les collaborations entre les trois organisations.

7 INTÉGRER DE NOUVEAUX MOYENS D'ACTION DANS SA STRATÉGIE

Dans son rapport d'orientation, le CCFD-Terre Solidaire a choisi de considérer l'action en justice comme une modalité d'action à part entière, en positionnant le contentieux au cœur de ses stratégies.

8 DÉVELOPPER LE RÉSEAU DE BÉNÉVOLES

Son réseau de bénévoles fait l'originalité et la richesse du CCFD-Terre Solidaire, et fonde pour partie sa légitimité. Face à l'évolution du bénévolat et des modes d'engagement, l'association s'est dotée d'une stratégie pour renouveler et développer ce réseau, afin de renforcer sa présence dans l'espace public, sa notoriété et sa capacité de mobilisation citoyenne au service de la solidarité internationale.

9 DIVERSIFIER SES RESSOURCES FINANCIÈRES ET DÉVELOPPER LE MÉCÉNAT D'ENTREPRISE

Pour assurer sa pérennité et renforcer son impact, le CCFD-Terre Solidaire s'est engagé activement dans la diversification de ses ressources financières, et a mis en place plusieurs stratégies clés pour sécuriser et augmenter ses fonds. L'association a ainsi développé et optimisé la collecte de fonds auprès du grand public grâce à la digitalisation de la collecte, au développement des dons par prélèvement automatique et au développement des libéralités, et posé les bases d'un mécénat national solide.

10 DÉVELOPPER SA NOTORIÉTÉ

En affirmant la notoriété comme un enjeu essentiel pour le CCFD-Terre Solidaire, le premier plan triennal a permis d'impulser un nouvel élan en matière de communication, et donné lieu à un travail de structuration de la marque. Celui-ci a notamment abouti à un positionnement clair et différenciant : le CCFD-Terre Solidaire agit avec les acteurs locaux, ici et là-bas, pour lutter contre les causes structurelles de la faim.

11 RECHERCHER UN MODE DE FONCTIONNEMENT SOBRE

Le CCFD-Terre Solidaire a adopté un plan d'action ambitieux en faveur d'une plus grande sobriété dans son fonctionnement interne, fondée sur l'encyclique *Laudato si'*.

2025-2027 : UN SECOND PLAN TRIENNAL DANS LA CONTINUITÉ DU PREMIER

Le CCFD-Terre Solidaire a adopté en 2024 son second plan triennal, couvrant la période 2025-2027. Celui-ci est structuré autour de cinq axes stratégiques. Ce nouveau plan s'inscrit dans la continuité du précédent (2022-2024), dont le bilan a permis d'identifier les priorités et d'orienter la définition de ces nouveaux axes.

1 AJUSTER NOS TROIS MISSIONS SOCIALES AUX ENJEUX ACTUELS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.

2 RÉAFFIRMER LA DÉCLINAISON THÉMATIQUE DE NOS ACTIONS.

3 ÊTRE ACTEUR DE NOTRE ÉCOSYSTÈME NATIONAL ET INTERNATIONAL.

4 DÉVELOPPER NOS MOYENS D'AGIR.

5 ALIGNER NOTRE FONCTIONNEMENT SUR NOS VALEURS.

Ancrés dans la pensée sociale de l'Église, en particulier les encycliques *Laudato si'* et *Fratelli tutti*, ces cinq axes ont pour ambition d'ajuster les missions de l'association aux évolutions récentes de la société française, au contexte géopolitique et aux aspirations des organisations et des sociétés des Sud.

Dans le prolongement du premier triennal, les quatre axes thématiques du CCFD-Terre Solidaire (Souveraineté alimentaire, Justice économique, Paix et vivre ensemble, Migrations internationales) resteront les pivots de ses stratégies. Les deux lignes d'action transversales (Patriarcat, Transition écologique) vont pour leur part continuer à monter en puissance et infuser dans ses actions et son fonctionnement.

Au cours des trois prochaines années, **le CCFD-Terre Solidaire attachera une importance particulière au maintien de son pouvoir d'agir**. Cela va impliquer de sa part une vigilance forte vis-à-vis des atteintes portées en France aux organisations de la société civile, un effort de diversification de ses moyens financiers, et un travail autour de l'enjeu de la notoriété.

Parmi les deux nouveaux moyens d'action explorés sur la période 2022-2024, le CCFD-Terre Solidaire continuera d'explorer le potentiel d'actions contentieuses en ajustant son fonctionnement à la lumière des premières expériences. Sur le volet « désobéissance civile », il restera en veille et à l'écoute des réflexions de ses alliés et partenaires, mais sans porter en propre ce nouveau moyen d'action, une étude menée en interne ayant souligné qu'il ne disposait pas des moyens juridiques, financiers et humains pour le mettre en œuvre de façon sécurisée.

Sur le plan prospectif, le CCFD-Terre Solidaire vérifiera la pertinence et l'efficacité du Lab' Terre Solidaire créé lors du premier triennal pour penser la solidarité internationale de demain.

Enfin, le CCFD-Terre Solidaire portera une attention renouvelée à ses équipes salariées et bénévoles ainsi qu'à ses partenaires impactés par les tensions nationales et internationales.

Devant l'importance des défis actuels, le CCFD-Terre Solidaire veillera à rester **un acteur de référence, novateur et engagé** dans le monde de la solidarité internationale et au sein de l'Église.

UN ENSEMBLE QUI TIRE SA FORCE DU COLLECTIF ET DE LA COMPLÉMENTARITÉ

En 2022, le CCFD-Terre Solidaire, la SIDI et la Fondation Terre Solidaire ont créé l'Ensemble Terre Solidaire, **une entité commune visant à tirer parti de leur complémentarité pour mieux prendre en charge les enjeux de transition écologique et de justice sociale.**

Les trois structures fondatrices de l'Ensemble œuvrent, chacune dans ses domaines d'action, à la promotion d'un autre modèle de société permettant d'apporter des réponses justes et durables aux crises sociales, écologiques et économiques actuelles.

Le CCFD-Terre Solidaire, dans sa mission de solidarité avec les pays du Sud, accompagne ses partenaires dans la mise en œuvre de projets contribuant à l'amélioration de la situation socio-économique des populations et au respect de l'environnement.

La SIDI (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement solidaire), créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, finance sous forme de prêt ou de participation au capital et accompagne des acteurs économiques locaux en vue d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables dans les pays en développement.

La Fondation Terre Solidaire, active depuis 2016, soutient et encourage quant à elle la réalisation et l'expérimentation de projets favorisant une transition vers une société plus respectueuse des peuples et de la nature, en France et à l'étranger.

En affichant les complémentarités et en stimulant les synergies entre ces trois organisations, l'Ensemble ambitionne de renforcer leurs actions en faveur de la transition écologique, économique et sociale. Au-delà de la mise en évidence des valeurs, visions et objectifs qui leur sont communs, cette nouvelle entité vise à additionner leurs forces pour démultiplier leur impact. Pour relever ce défi, les trois organisations se réunissent régulièrement dans le cadre des rencontres de l'Ensemble.

L'Ensemble est aujourd'hui engagé dans un processus d'état des lieux des champs d'action, méthodes d'intervention, partenaires et buts respectifs de chacune des trois structures, et d'identification de synergies possibles grâce à des méthodes de travail et des collaborations nouvelles.



L'ENSEMBLE

DES LIENS TOUJOURS PLUS ÉTROITS AVEC LA COLLÉGIALITÉ

La collégialité du CCFD-Terre Solidaire se compose de 29 mouvements et services d'Église (MSE) qui partagent l'œuvre de solidarité du CCFD-Terre Solidaire et participent aux orientations de l'association.

En 2024, la collégialité a poursuivi sa mobilisation aux côtés du CCFD-Terre Solidaire afin de défendre les droits humains et notre Maison commune, en lien avec leurs valeurs et leurs aspirations partagées. Elle s'est penchée sur la réactualisation du texte de référence sur la collégialité, présentant son rôle et ses missions, en tenant compte des évolutions du CCFD-Terre Solidaire à la suite de sa réforme statutaire et de son engagement dans le collectif Promesses d'Église et la démarche synodale. Ce document, rédigé par certains MSE en collaboration étroite avec la personne en charge des relations avec les MSE au bureau du CCFD-Terre Solidaire, s'appuie sur la pensée sociale de l'Église et s'inspire des encycliques *Laudato si'* et *Fratelli tutti* du pape François.

Le lien avec l'association s'est également raffermi à l'occasion d'un week-end de rencontres entre les représentants de 17 MSE et les délégués des régions, afin de faire connaissance et de créer du lien pour travailler ensemble plus localement. Les MSE sollicitent

la présence de représentants du CCFD-Terre Solidaire lors de temps forts au sein de leurs mouvements (assemblées générales, rassemblements pour y animer des tables rondes, conférences), contribuant ainsi à mieux se connaître mutuellement afin de mieux cerner un travail collaboratif. À ce titre, le conseil d'administration du CCFD-Terre Solidaire a validé la création d'un groupe de bénévoles chargés de répondre aux invitations des MSE à participer à leurs AG, rassemblements, formations, etc. Cette démarche permettra de consolider les relations entre la collégialité et le CCFD-Terre Solidaire, et de renforcer la visibilité de l'association auprès de ses membres. Enfin, un groupe de travail sur la thématique de l'accompagnement spirituel a été créé avec les MSE.

En fin d'année, le CCFD-Terre Solidaire a amorcé une dynamique, qui se poursuivra en 2025, visant à mieux connaître les internationales des mouvements français composant sa collégialité et dont les thématiques d'action sont souvent proches.

LES 29 MOUVEMENTS ET SERVICES D'ÉGLISE

Action catholique des enfants (ACE), Action catholique des femmes (ACF), Action catholique des milieux indépendants (ACI), Action catholique ouvrière (ACO), Chrétiens dans l'enseignement public (CDEP), Chrétiens dans le monde rural (CMR), Communauté vie chrétienne (CVX), Conseil national de l'enseignement agricole privé (CNEAP), Délégation catholique pour la coopération (DCC), Institut religieux et solidarité internationale (IRSI), Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), Jeunesse indépendante chrétienne (JIC), Jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF), Jeunesse mariale (JM), Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), Mission de la mer, Mouvement chrétien des retraités (MCR), Mouvement chrétien des cadres et dirigeants (MCC), Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ), Mouvement du nid, Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC), Pax christi, Scouts et Guides de France (SGDF), Secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC), Service national pour l'évangélisation des jeunes et pour les vocations (SNEJV), Service national de la pastorale des migrants (SNPM), Société de Saint-Vincent de Paul (SSVP), Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui (VEA), Voir ensemble.

COLLÉGIALITÉ



NOTRE ENGAGEMENT DANS L'ÉGLISE

En 2024, le CCFD-Terre Solidaire s'est engagé à poursuivre sa mission auprès des catholiques de France et de les inspirer quant à la solidarité internationale.

SANCTUAIRE DE LOURDES

À Lourdes, l'espace Rencontre du CCFD-Terre Solidaire a continué en 2024 de proposer lieu d'accueil, d'échange et de sensibilisation à la solidarité internationale, à destination des chrétiens du monde entier. Dans ce haut lieu de passage et de pèlerinage, l'association a organisé diverses animations telles que les « marches vers l'Essentiel », une soirée avec les évêques lors de l'assemblée plénière de novembre 2023, ou encore des temps de formation à la solidarité internationale avec le groupe Gadsis (Groupe d'accompagnement au développement de la solidarité).

MSE ET AUTRES PARTENARIATS D'ÉGLISE

Vingt-neuf mouvements et services d'Église (MSE) constituent aujourd'hui la collégialité du CCFD-Terre Solidaire. La moitié d'entre eux ont été cette année particulièrement dynamiques à nos côtés. Membres de nos instances, ils ont participé activement aux orientations chrétiennes du CCFD-Terre Solidaire, à travers des groupes de travail spécifiques, le temps fort qu'est le Carême, ou encore des actions intermouvements au niveau local.

VISITE AU VATICAN

Du 27 mai au 2 juin 2024, Sylvie Bukhari-de Pontual, alors Présidente du CCFD-Terre Solidaire, et Inès Minin, ancienne déléguée générale, se sont rendues à Rome. Cette visite annuelle, une tradition pour le CCFD-Terre Solidaire qui a été reprise en 2023, est l'occasion de faire connaître nos actions et positions auprès d'acteurs clés dans une perspective d'influence. Elle permet également de rendre l'association visible dans le paysage du Vatican, en vue de possibles opportunités (manifestations, colloques, etc.). Cette visite, riche en rencontres, a été l'occasion de mieux faire comprendre le travail avec nos partenaires, et d'envisager de nouveaux interlocuteurs stratégiques pour le CCFD-Terre Solidaire.

PROMESSES D'ÉGLISE

Le CCFD-Terre Solidaire a toujours souhaité œuvrer pour une Église plus synodale et plus fraternelle. Né en 2019, le collectif Promesses d'Église est une démarche prometteuse pour renouveler les manières de vivre en Église. Le CCFD-Terre Solidaire joue un rôle de premier plan pour soutenir et maintenir le cap de cette aventure inédite.

ÉGLISE VERTE

Ce label œcuménique (orthodoxe, protestant et catholique) vise à évaluer l'engagement des communautés chrétiennes dans la transition écologique. Sur la base d'un diagnostic permettant d'évaluer le niveau de cet engagement, les communautés, paroisses et associations labellisées sont invitées à évoluer pour passer aux niveaux supérieurs. Le CCFD-Terre Solidaire est aujourd'hui labellisé Cep de vigne.

RECU DE LA CULTURE DÉMOCRATIQUE

Face à l'érosion de la culture démocratique et à la montée d'un repli identitaire dans et en dehors de l'Église de France, le CCFD-Terre Solidaire cherche, depuis 2023, à mieux comprendre les mécanismes qui expliquent le succès des populistes. Accompagné par l'agence Étonnamment, si., l'association travaille à déterminer des leviers d'action concrets pour influencer le débat. Le bureau du CCFD-Terre Solidaire a ainsi poursuivi ce chantier tout au long de l'année 2024 avec une quinzaine d'organisations chrétiennes, dont un certain nombre de membres de la collégialité. Ensemble, ils ont œuvré à transformer les discours auprès des publics chrétiens pour s'opposer à la montée du populisme et du repli sur soi en promouvant l'accueil de l'autre. La tenue des élections européennes puis législatives en France, en juin et juillet 2024, ainsi que celles à venir ont souligné toute l'urgence de cette mobilisation.

ÉGLISE

FOCUS

CAMPAGNE DE CARÊME

Organisée du mercredi des Cendres au cinquième dimanche suivant, voire jusqu'à Pâques, la campagne de Carême offre pour les bénévoles une multitude d'occasions d'agir dans tous les territoires. Les actions recensées sont majoritairement des animations à dimension spirituelle, s'appuyant sur les divers supports conçus pour l'occasion, tels que le livret spirituel. Cette campagne est aussi l'occasion de partager de nombreux témoignages de partenaires, en présentiel ou à distance, comme cette rencontre avec Adepa, une association partenaire au Sénégal.



CHIFFRES CLÉS CARÊME 2024

800

événements organisés
dans toute la France

72 %

d'entre eux destinés
à des publics chrétiens

56 000

personnes sensibilisées
par les bénévoles en région

55 %

avaient pour objectif
la mobilisation citoyenne,
l'éducation à la solidarité
internationale ou
le partenariat





CHAPITRE 3

AXES THÉMATIQUES

AGIR POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES JUSTES, DU SUD AU NORD

Dans un contexte mondial marqué par des crises alimentaires, climatiques et sociales, le CCFD-Terre Solidaire promeut la souveraineté alimentaire, qu'il définit comme « *le droit de chaque nation de maintenir et d'élaborer sa propre capacité de produire ses propres aliments de base dans le respect de la diversité productive et culturelle** ». Soucieux de contribuer à cet enjeu crucial, en particulier dans les pays du Sud, le CCFD-Terre Solidaire s'engage aux côtés de ses partenaires pour promouvoir une agriculture durable, respectueuse des communautés et attentive à l'environnement.

En 2024, cette mobilisation s'est intensifiée à travers plusieurs actions majeures : accompagnement des acteurs locaux dans la transition agroécologique, poursuite du programme Tapsa (Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire) qui vise à structurer une force politique et technique en faveur de l'agroécologie, et un plaidoyer contre l'exportation vers les pays du Sud de pesticides interdits d'usage en Europe.

Au-delà du terrain, le CCFD-Terre Solidaire a interpellé les décideurs français pour garantir des politiques agricoles cohérentes et justes, prenant en compte les interdépendances entre les systèmes alimentaires du Nord et du Sud. À travers ces initiatives, le CCFD-Terre Solidaire participe à la construction d'alternatives au modèle dominant, permettant aux peuples de choisir leur alimentation et ses modes de production.

* Définition portée par notre partenaire la Via Campesina.





Le CCFD-Terre Solidaire a déployé de nombreuses actions sur les enjeux de souveraineté alimentaire en 2024, auprès des paysans dans les pays du Sud mais aussi en France, où le plaidoyer et la mobilisation citoyenne ont été particulièrement intenses, permettant de croiser les regards sur cet enjeu.

SUR LE TERRAIN, LES ACTIONS PRENNENT DE L'AMPLEUR DANS DES CONTEXTES TENDUS

Dans les pays du Sud, le CCFD-Terre Solidaire se mobilise auprès de **partenaires engagés dans une agriculture qui favorise et concilie l'amélioration de leur situation socio-économique et le respect de l'environnement**. Ces acteurs, qui agissent dans des contextes parfois très difficiles, jouent un rôle essentiel dans la construction et la promotion de la souveraineté alimentaire à tous les niveaux.

L'accompagnement des partenaires Tapsa, en 2024 a été émaillé de plusieurs temps forts (voir encadré p. 26). Ainsi, les partenaires timorais du CCFD-Terre Solidaire et le réseau Towards Organic Asia (TOA), basé en Asie du Sud-Est, ont co-organisé un voyage d'études en Thaïlande autour de la thématique des semences paysannes.

Lors de cette semaine d'échanges, les six partenaires timorais ainsi que d'autres alliés du CCFD-Terre Solidaire ont pu acquérir de nouveaux savoir-faire pratiques, mais aussi s'approprier des analyses

et revendications concernant le rôle clé des semences paysannes dans la souveraineté alimentaire et la lutte contre la privatisation des systèmes semenciers. Le CCFD-Terre Solidaire a également participé à l'organisation, fin octobre 2024, d'une prérencontre en amont du 10e congrès latino-américain d'agroécologie à Asunción (Paraguay). Celle-ci a permis de **réaffirmer le rôle de l'agriculture familiale, paysanne et indigène dans la souveraineté alimentaire et dans la production d'aliments sains, diversifiés et durables**, et l'importance, dans cette perspective, des savoirs traditionnels. À Madagascar, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu le Centre de Recherche et d'Appui pour les Alternatives de Développement – Océan Indien (CRAAD-OI) dans l'animation de sept sites agroécologiques dans différentes régions du pays. Près de 1 000 jeunes leaders et plus de 1 000 femmes ont ainsi été accompagnés sur l'agroécologie, la production d'énergie verte ou encore la protection de l'environnement.

**RÉAFFIRMER
LE RÔLE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE,
PAYSANNE ET INDIGÈNE DANS
LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE ET
DANS LA PRODUCTION D'ALIMENTS
SAINS, DIVERSIFIÉS ET DURABLES.**

EN FRANCE, UNE MOBILISATION FORTE FACE AUX NOUVELLES ORIENTATIONS AGRICOLES

Relayant la voix de ses partenaires, le CCFD-Terre Solidaire, en lien étroit avec le Collectif Nourrir qu'il copréside, a alerté les décideurs français sur les impacts négatifs du projet de loi d'orientation agricole sur la souveraineté alimentaire des pays du Sud. Auditionné dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire, il s'est attaché à clarifier la notion de souveraineté alimentaire, souvent dévoyée dans le débat public, à rappeler les enjeux démocratiques et de solidarité internationale que recouvre cette notion, et à promouvoir des systèmes alimentaires plus respectueux des peuples et de la Planète.

Localement les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire ont relayé le plaidoyer national lors de nombreuses actions de mobilisation citoyenne, parmi lesquelles 130 actions d'interpellation des décideurs locaux, afin de faire évoluer la définition

de la souveraineté alimentaire mise en avant dans le projet de loi d'orientation agricole. Les membres du réseau se sont également mobilisés sur la question de souveraineté alimentaire en amont des élections européennes de juin 2024.

Le CCFD-Terre Solidaire a par ailleurs saisi le Conseil d'État afin d'obtenir **le strict respect de la législation européenne et française interdisant d'exporter dans les pays du Sud des pesticides proscrits** en France et en Europe (voir focus p. 27). Une pétition a été lancée afin d'obtenir la suspension de ces exportations en attendant la décision de la juridiction.

CHIFFRES CLÉS TAPSA 2024

60 000

**exploitations agricoles
familiales soutenues**

155 000

**personnes sensibilisées
à l'agroécologie paysanne**

5 000

**institutions et organisations
d'actions de renforcement
de capacités**

220

**actions d'interpellation
des autorités publiques**

LE PROGRAMME TAPSA POURSUIT SA DEUXIÈME PHASE

Le CCFD-Terre Solidaire a lancé en 2018 le programme Tapsa (Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire), cofinancé à 70 % pour l'Agence française de développement (AFD) dans le but de soutenir et renforcer 29 partenaires locaux (organisations paysannes, coopératives, ONG d'appui au monde paysan, collectifs d'acteurs) ayant engagé une transition vers l'agroécologie. La première phase du programme, qui s'est achevée en 2022, a permis de structurer une dynamique favorable à l'agroécologie paysanne au sein des organisations partenaires, des communautés d'acteurs au niveau régional, mais aussi du CCFD-Terre Solidaire. La seconde phase de Tapsa, lancée en 2022 au profit de 27 partenaires dans cinq zones géographiques, doit permettre de constituer une communauté de pratiques et de structurer une force politique permettant des changements d'envergure, grâce à la production et au partage de connaissances. Le programme prévoit notamment d'appuyer la mise en place d'initiatives favorables à la transition agroécologique des systèmes agricoles et alimentaires dans les pays du Sud, mais aussi des échanges avec six régions françaises sur des sujets tels que les semences paysannes, le foncier, la formation agricole ou l'eau. Un plaidoyer doit par ailleurs être mené afin de lever les barrières à l'agroécologie, et de promouvoir l'application effective de l'interdiction des pesticides. Ces initiatives de plaidoyer et de sensibilisation contribueront à renforcer le mouvement social en faveur de l'agroécologie, et à mettre en lumière les liens d'interdépendance avec les territoires où interviennent les partenaires du CCFD-Terre Solidaire. Comme beaucoup de programme cofinancé par l'Aide publique au développement, le programme Tapsa a subi en 2024 d'importantes coupes budgétaires. Le montant de la subvention sur les années 2024-2026 a en effet été retranché de plus de 700 000 €, soit l'équivalent d'une baisse de plus de 20 % des financements AFD sur les deux dernières années de la phase deux. Si cette coupe a impacté le programme et ses partenaires, la générosité du public et la volonté du CCFD-Terre Solidaire de préserver au maximum la dynamique du programme a permis d'amortir le choc financier et aux équipes et partenaires de poursuivre les activités.

*Le programme TAPSA est financé, notamment,
par l'Agence française de développement (AFD)*





FOCUS

METTRE UN TERME À L'EXPORT DES PESTICIDES HORS LA LOI

La loi EGalim adoptée en France en 2018 a interdit l'exportation de certains pesticides reconnus comme dangereux pour la santé et pour l'environnement. Or, une circulaire interministérielle de 2019 interprète, illégalement selon le CCFD-Terre Solidaire, cette interdiction d'export comme ne concernant pas les substances actives qui composent les pesticides interdits. Profitant de cette faille, certaines sociétés continuent d'exporter ces substances actives dans des pays à faible revenu ou dotés de réglementations moins protectrices. Ce constat s'appuie également sur le travail mené avec nos partenaires, notamment la Copagen en Afrique de l'Ouest, qui joue un rôle crucial pour documenter ces pratiques, sensibiliser les populations locales et interpellier les autorités sur place. Selon une étude réalisée par des ONG européennes, environ 7 300 tonnes de 23 produits interdits en France auraient ainsi été exportées durant l'année 2023, dont 4 500 tonnes sous forme de substances actives. Les conséquences sont nombreuses. En premier lieu, ces substances très toxiques exposent les paysans dans les pays importateurs à des risques sanitaires élevés. En second lieu, les fruits, légumes ou épices traités avec ces substances sont pour partie vendus en France par le biais des importations agricoles. Par ailleurs, le maintien en activité de cette filière industrielle engendre une pollution des ressources en eau autour des sites de production en France. Le CCFD-Terre Solidaire, l'Institut Veblen et Intérêt à Agir se sont saisi de cette question et

ont adressé aux ministères de la Transition écologique, de l'Agriculture et de l'Économie, en avril 2024, un courrier demandant une rectification de la réglementation. Faute de réponse, les trois organisations ont saisi le Conseil d'État le 7 août 2024. Leur argumentaire repose d'une part sur la nécessaire mise en cohérence de la circulaire avec les objectifs recherchés par la loi, et d'autre part sur le principe de hiérarchie des normes, en vertu duquel cette circulaire est tenue de respecter les textes constitutionnels et fondamentaux du droit européen (Charte de l'environnement, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne) qui reconnaissent le droit des peuples à un environnement sain ainsi que le principe de non-discrimination, incompatible avec ces exports toxiques. En attendant la décision du Conseil d'État, le CCFD-Terre Solidaire a demandé au gouvernement français de suspendre ces exportations.



REGARDS CROISÉS SUR LES SEMENCES PAYSANNES

Le CCFD-Terre Solidaire a participé du 1^{er} au 5 octobre 2024, à Antibes (Alpes-Maritimes), aux rencontres internationales des semences paysannes (RISP), organisées par le Réseau semences paysannes, l'association SOL et la Maison des semences maralpines (MSPM). Il y a favorisé la participation d'une trentaine de partenaires originaires de toutes les régions du monde, qui ont également pu visiter des fermes mettant en application les principes de l'agroécologie en France.

AGIR POUR UNE JUSTICE ÉCONOMIQUE MONDIALE

La justice économique est un enjeu central pour garantir le respect des droits des peuples face aux intérêts des multinationales et aux déséquilibres du système économique mondial. Aux côtés de ses partenaires, le CCFD-Terre Solidaire s'engage pour dénoncer les pratiques de certaines industries, dans le domaine extractif en particulier.

En 2024, l'association a renforcé son soutien, via ses partenaires, aux communautés locales confrontées aux méthodes des entreprises extractives – ou industries minières – et à leurs conséquences sur tous les continents. Elle a notamment lancé une vaste campagne citoyenne sur ce sujet, qui mobilisera l'ensemble de ses missions sociales ainsi que le réseau de bénévoles afin d'obtenir des avancées sur cet enjeu. L'adoption définitive de la directive européenne sur le devoir de vigilance des multinationales, en avril 2024, témoigne de la capacité de la société civile à être actrice de changement.

En 2024, le CCFD-Terre Solidaire s'est aussi remobilisé sur l'enjeu du financement du développement, l'un de ses domaines d'expertise historique, et sur le renouveau du système fiscal international, dont le rééquilibrage devrait profiter aux pays en développement. L'association renforce ainsi son engagement en faveur d'un modèle économique donnant la priorité au respect des droits humains et à la préservation de l'environnement.



JUSTICE
ÉCONOMIQUE



La justice économique est mise à mal dans de nombreuses régions du monde, en raison notamment de choix industriels faits dans les pays du Nord sans tenir compte de leurs impacts dans les pays du Sud. Dans ce contexte, le CCFD-Terre Solidaire appuie ses partenaires en lutte contre certains projets.

UN SOUTIEN ACCRU AUX ACTIONS DE RÉSISTANCE DES PARTENAIRES

De nombreux pays du Sud sont confrontés à **la mainmise des multinationales sur leurs ressources naturelles**, sans contreparties à la hauteur des profits qu'en retirent ces entreprises et des impacts négatifs générés par ces activités (déplacements forcés, aggravation des inégalités, détérioration des conditions de vie). Le CCFD-Terre Solidaire s'attache à relayer auprès des décideurs la voix des communautés locales confrontées à ces pratiques. Dans ce cadre, la Commission diocésaine Justice et Paix (CDJP) de Pointe-Noire (République du Congo), le CCFD-Terre Solidaire et le Secours catholique-Caritas France ont publié en octobre 2023 un rapport critique sur la démarche de compensation carbone du projet BaCaSi mené par TotalEnergies pour compenser ses émissions de gaz à effets de serre. À la suite de ce rapport, la CDJP a poursuivi en 2024 son action auprès des populations impactées dans leurs droits (accès à la forêt, restauration des moyens de subsistance, etc.). À Madagascar, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu ses partenaires qui tentent de résister face aux projets extractivistes menaçant les écosystèmes et accaparant les terres des communautés locales. En Amérique latine enfin, l'association a tissé des alliances avec des organisations chiliennes et argentines qui collectent des données sur les projets d'extraction de lithium ou de production d'hydrogène vert, et cartographient les impacts économiques, sociaux, culturels et environnementaux de ces projets.

UN PLAIDOYER TRÈS ACTIF SUR DES QUESTIONS CRUCIALES

En 2024, le thème de la justice économique a suscité l'organisation de 560 actions de mobilisation citoyennes, soit près du quart des actions réalisées par le réseau de bénévoles, en forte augmentation par rapport à 2023. Ces actions ont notamment abordé les grands sujets ayant fait l'objet d'un plaidoyer national, au premier rang desquels la directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises multinationales. L'adoption de ce texte en avril 2024 couronne le travail du CCFD-Terre Solidaire pour une plus grande responsabilisation des acteurs économiques.

LA JUSTICE ÉCONOMIQUE A SUSCITÉ L'ORGANISATION DE 560 ACTIONS DE MOBILISATION CITOYENNES.

Le CCFD-Terre Solidaire et ses alliés se sont par ailleurs mobilisés avec succès pour convaincre les États d'ouvrir, au sein des Nations unies, un processus de négociation visant la mise en place d'une nouvelle convention internationale sur la fiscalité, réclamée notamment par les États africains, qui pourrait révolutionner le système fiscal international. Enfin, face à la crise massive de surendettement que traversent de nombreux pays du Sud, le CCFD-Terre Solidaire s'est impliqué dans les travaux préparatoires de la 4^e conférence internationale sur le financement du développement qui se tiendra à Séville (Espagne) en 2025.



CARAVANE POUR L'ÉCOLOGIE INTÉGRALE : UN PRÉCIEUX SUPPORT DE SENSIBILISATION

Après l'Espagne et la Belgique, la France a accueilli fin septembre 2024 la 3^e Caravane pour l'écologie intégrale, initiée par plusieurs alliés et partenaires du CCFD-Terre Solidaire tels que **le réseau Iglesias y Minería, le Conseil indigéniste missionnaire (Cimi) et le Réseau ecclésial pan-amazonien (Repam)**. Cette tournée de neuf représentants de territoires latino-américains touchés par l'extractivisme et l'exploitation minière visait d'une part à dénoncer les impacts de la supposée « transition minière-énergétique » sur les peuples du Sud, et d'autre part à faire connaître les propositions alternatives émanant des communautés elles-mêmes. Cet événement a permis de renforcer l'articulation entre les enjeux internationaux et les luttes locales, et de rappeler la nécessité de mener des consultations préalables et de mettre en place des actions de protection des communautés locales.

A photograph of a large, deep, eroded excavation site. The soil is a mix of brown and orange tones, showing signs of significant earthmoving. A person wearing a light-colored long-sleeved shirt, a patterned skirt, and a white head covering stands on a narrow dirt path on the right side of the excavation, looking towards the camera. The background shows the vast, uneven terrain of the site.

LES MULTINATIONALES TOUCHENT LE FOND ET CREUSENT ENCORE.

SANS LE CONSENTEMENT DES POPULATIONS, DES MULTINATIONALES
LES DÉLOGENT, S'ACCAPARENT LEURS RESSOURCES ET POLLUENT LEURS TERRES.

ON DEVRAIT TOUS POUVOIR DIRE NON.

ccfd-terresolidaire.org

FOCUS

DANS LE RÉSEAU, UNE CAMPAGNE AU LONG COURS SUR L'EXTRACTIVISME

Le 10 décembre 2024, le CCFD-Terre Solidaire a lancé la campagne « Abus des multinationales : on devrait tous pouvoir dire non ! » pour dénoncer les nombreux impacts négatifs de l'industrie extractive – accaparement de terres, expulsions forcées, violation du droit au consentement libre, préalable et informé, violences à l'encontre des défenseurs des droits humains, destruction des économies locales, pollutions massives de l'eau, de l'air et des sols, etc. – sous couvert, parfois, de transition énergétique. Cette campagne de deux ans mobilisera les équipes en charge de la mobilisation citoyenne, du plaidoyer, du partenariat international et de la communication. Elle ambitionne d'embarquer les citoyens, notamment les plus jeunes, pour agir contre les impacts néfastes de ces projets extractifs, soutenir les luttes des populations locales, renforcer le cadre légal et le rendre effectif. La campagne a été présentée à plus d'une centaine de bénévoles lors d'un webinaire organisé fin septembre. Un manifeste a également été diffusé dans l'optique de fédérer une communauté de campagne, ainsi qu'un livret de campagne et un kit d'action, auxquels viendront s'ajouter des contenus pédagogiques, des vidéos et des témoignages recueillis sur le terrain. Le CCFD-Terre Solidaire envisage de mener des actions communes avec des partenaires mobilisés dans la lutte contre l'extractivisme dans les pays du Sud.

©Appography / CCFD-Terre Solidaire / Fred&Farid



**TERRE
SOLIDAIRE**
Agir là où commence la faim

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DE LA PAIX

Dans un contexte international marqué par une aggravation des conflits, des violences intercommunautaires et des atteintes aux droits humains en général, le CCFD-Terre Solidaire réaffirme son profond attachement à une culture de paix. Pour cela, il se tient aux côtés de celles et ceux qui, sur le terrain, œuvrent à retisser les liens du vivre-ensemble, au prix, de plus en plus souvent, de leur liberté ou de leur vie.

Qu'il s'agisse d'accompagner des associations palestiniennes agissant dans un contexte de guerre, de relayer les revendications des défenseurs des droits, ou d'interpeller les décideurs politiques sur la nécessité d'un cadre international garantissant la justice et la dignité, le CCFD-Terre Solidaire rappelle avec force que la paix est avant tout le fruit d'une exigence et d'une action collectives.

À travers le dialogue, l'éducation à la non-violence et l'engagement citoyen, l'association œuvre à bâtir des sociétés plus justes, favorisant l'inclusion de la société civile dans les espaces de décision et de gouvernance à tous les niveaux, du local à l'international.



PAIX ET
VIVRE ENSEMBLE



De nouvelles crises, ainsi que la résurgence de conflits anciens, mettent à mal l'ambition de permettre à tous les individus, où qu'ils vivent, de jouir d'un climat de paix. Malgré ce contexte particulièrement hostile, le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires ont continué à se mobiliser pour créer les conditions d'un vivre-ensemble apaisé.

UNE AGGRAVATION DES TENSIONS, UNE INTENSIFICATION DES ACTIONS

En 2024, le CCFD-Terre Solidaire a constaté un contexte plus dur et plus contraint pour ses partenaires, et plus largement pour les sociétés civiles. En février, dans le Nord-Kivu, 1 304 femmes soutenues par l'association Uwaki, partenaire de l'association, ont été déplacées à cause des combats, fragilisant considérablement leur situation. En Haïti, la violence des gangs a causé la mort d'environ 2 000 personnes entre janvier et avril 2024. Certains acteurs des sociétés civiles, notamment des défenseurs des droits, sont en outre confrontés à la criminalisation de leur action, à l'image des deux militants membres de Tournons la page-Guinée et du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), enlevés en juillet 2024 alors qu'ils participaient à une campagne citoyenne pacifique dénonçant la censure des médias en Guinée. Ailleurs, il n'est pas rare de voir des défenseurs des droits arrêtés sous la fausse accusation d'être des « agents étrangers ». De façon générale, **l'épa nouissement des régimes autoritaires, des discours populistes, des attaques contre les libertés et de la désinformation alimente les divisions, rétrécit l'espace civique et menace les droits fondamentaux.**

Dans ce contexte, le CCFD-Terre Solidaire a renforcé son soutien à ses partenaires restés présents et actifs dans les zones de conflit. Dans la bande de Gaza, il a ainsi accompagné l'association palestinienne Culture et pensée libre (CPL), mobilisée pour répondre aux besoins des personnes déplacées dans les trois camps gérés par l'association, à Khan Younes et à Mawasi. L'association y a mis en place des points éducatifs pour les enfants et les adolescents, des points médicaux permettant un accès minimal aux soins de santé primaires, ou encore des actions de protection pour les femmes et les filles. Le CCFD-Terre Solidaire a également fourni un appui à l'association palestinienne Filastiniyat, qui accompagne aux plans financier, psychologique et professionnel les journalistes palestiniens ciblés par les autorités militaires israéliennes et/ou l'Autorité palestinienne.

DES REVENDICATIONS POUR GARANTIR LA PROTECTION DES PERSONNES ET OUVRIR DES PERSPECTIVES DE PAIX

Le CCFD-Terre Solidaire s'est mobilisé en France en faveur de la paix et de la protection des personnes menacées, en particulier les défenseurs des droits. Ainsi, **300 actions ont été menées sur la thématique Paix et vivre ensemble, soit 40 % de plus qu'en 2023.** La situation au Proche-Orient a fait l'objet d'une attention particulière.

Le CCFD-Terre Solidaire a dénoncé le génocide en cours à Gaza, responsable de plus de 48 000 morts et de plus de 111 000 blessés, parmi lesquels des employés des organisations partenaires du CCFD-Terre Solidaire, sans négliger les dizaines d'otages détenus par le Hamas. L'association a également dénoncé les déplacements forcés et massifs de populations, les violations du droit international humanitaire, ainsi que les destructions massives d'habitations, de structures de santé, d'exploitations agricoles, d'infrastructures d'eau et d'assainissement.

La situation à Gaza fait partie des grands sujets d'attention et de propositions formulées par le CCFD-Terre Solidaire dans son manifeste pour la nouvelle Assemblée nationale, adressé aux députés élus en juillet 2024 afin de porter à leur connaissance les sujets internationaux sur lesquels ils peuvent agir (lire focus p. 34). Ce document met notamment l'accent sur des crises ou conflits aujourd'hui non résolus, tels que le contexte de violence aiguë en Haïti, la crise sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo ou la répression des citoyens en Guinée.



UN MANIFESTE ADRESSÉ AUX DÉPUTÉS POUR UNE POLITIQUE INTERNATIONALE SOLIDAIRE ET ÉCLAIRÉE

Les élections législatives qui ont fait suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, à l'été 2024, ont notablement renouvelé l'hémicycle et entraîné un rééquilibrage des rapports de force entre les pouvoirs exécutifs et législatifs. Bien que plus polarisée et plus fragmentée, cette nouvelle Assemblée dispose possiblement d'un pouvoir accru par rapport à la précédente.

Dans cette perspective, et en misant sur l'espoir que cette nouvelle Assemblée joue pleinement son rôle de garant démocratique vis-à-vis des choix de la France quant aux enjeux internationaux, le CCFD-Terre Solidaire a élaboré un manifeste pour la nouvelle Assemblée nationale – *Agir pour une politique internationale solidaire*. Les équipes du plaidoyer et du partenariat international du CCFD-Terre Solidaire ont plus précisément défini cinq actions prioritaires à mettre en œuvre pour faire progresser la solidarité internationale :

- ➔ travailler à une grande loi de transition alimentaire et agricole répondant à l'enjeu de souveraineté alimentaire en France et dans le monde ;
- ➔ créer une délégation permanente aux droits humains et à la solidarité internationale chargée de veiller au respect et à la promotion des droits humains dans la politique internationale française ;
- ➔ promulguer une loi contraignant les créanciers privés non coopératifs à participer aux restructurations des dettes ;
- ➔ rédiger un livre blanc d'une nouvelle politique française vis-à-vis de l'Afrique, en tirant les leçons du rejet de la politique française dans de nombreux pays africains ;
- ➔ obtenir la suspension de l'accord d'association avec Israël comme levier de pression pour mettre fin au conflit à Gaza et faire émerger une solution politique à la question israélo-palestinienne.

Le CCFD-Terre Solidaire appelle par ailleurs les députés à s'appuyer sur la richesse réflexive et expérientielle issue des divers acteurs concernés par les enjeux internationaux en France, tels que la coopération décentralisée des collectivités territoriales, les diasporas, les ONG ainsi que le monde académique.





FOCUS

METTRE FIN À LA CATASTROPHE

Face à la poursuite des hostilités à Gaza, provoquant des dizaines de milliers de morts et faisant de ce territoire un champ de ruines, le CCFD-Terre Solidaire a relayé la voix de ses partenaires, dans le cadre notamment de la campagne #Cease-FireNow organisée avec de nombreuses ONG pour exiger un cessez-le-feu. La France a finalement soutenu cette demande. La Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale ont alerté sur le risque de génocide à Gaza et émis des mandats d'arrêt contre les dirigeants israéliens. Cette décision est cruciale pour espérer combattre l'impunité qui gangrène la question israélo-palestinienne. Beaucoup reste à faire, notamment pour s'attaquer aux causes profondes de ce conflit et mettre fin à l'impunité dont bénéficie Israël depuis trop longtemps, lui permettant de poursuivre la colonisation du territoire palestinien. Dans cette optique, le CCFD-Terre Solidaire et d'autres acteurs européens ont lancé une pétition afin d'exiger la suspension de l'accord d'association facilitant les échanges entre l'Union européenne et Israël, et conditionné au respect des droits humains. Ils entendent ainsi contraindre le gouvernement israélien à mettre un terme à la guerre, respecter le droit international et reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, de façon à garantir la paix et la sécurité pour l'ensemble des populations.

LUTTER CONTRE LE REPLI



A lors que les politiques migratoires ne cessent de se durcir, le CCFD-Terre Solidaire, porté par la conviction que les migrations sont une richesse pour les sociétés accueillantes, s'attache à défendre les droits des personnes migrantes et promouvoir une solidarité sans frontières. Dans cette optique, il agit pour changer le regard sur ces personnes, promouvoir la liberté de circulation et mettre un terme à l'approche répressive privilégiée par de nombreux États, en Europe et dans le monde. Il s'agit de rappeler que les migrations ne sont pas un crime, mais un fait structurant de l'histoire de l'humanité, et une opportunité pour toutes et tous.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, ce changement de perspective passe d'abord par un engagement sur le terrain, via un soutien aux acteurs mobilisés auprès des personnes migrantes dans les pays de transit et d'accueil. Il implique également une présence forte, du national à l'international, pour revendiquer une autre approche des migrations, basée sur une solidarité inconditionnelle, le respect des textes internationaux et la mise en place d'une gouvernance alternative et partagée des migrations.



Face à l'approche strictement sécuritaire privilégiée par de nombreux États en matière migratoire, le CCFD-Terre Solidaire a maintenu son soutien à ses partenaires mobilisés pour venir en aide aux personnes migrantes, et intensifié son plaidoyer contre les politiques criminalisant ces personnes.

SOUTENIR CELLES ET CEUX QUI ASSISTENT LES PERSONNES MIGRANTES

La gestion répressive des migrations adoptée par l'Union européenne depuis de nombreuses années, renforcée en mai 2024 par l'adoption du pacte européen sur la migration et l'asile, induit **une augmentation importante des violences à l'encontre des personnes migrantes**. Victimes quotidiennement de violations de leurs droits, celles-ci sont contraintes d'emprunter des routes migratoires de plus en plus dangereuses, entraînant un nombre toujours plus important de disparitions et de décès. En 2024, le CCFD-Terre Solidaire a accompagné ses partenaires dans la dénonciation des responsabilités politiques à l'origine de ces violations des droits fondamentaux, et dans leur résistance face à la montée de la xénophobie. Il les a également soutenus dans le travail de deuil et de mémoire qu'ils sont contraints d'assumer, et dans la mise en œuvre d'actions visant à préserver leur santé mentale dans ce contexte très hostile. Que ce soit en Europe, en Afrique, en Amérique latine ou dans le cadre de réseaux, **le CCFD-Terre Solidaire est ainsi venu en appui à 50 partenaires mobilisés sur le terrain**, et a réalisé des missions à l'étranger (Maroc, Tunisie, Mauritanie) et en France (Marseille, Drôme, Calais, Briançon, Bayonne). Il a également développé des liens étroits avec des initiatives et réseaux imaginant de nouvelles formes d'accueil et de mobilisation, et finalement de nouveaux récits porteurs d'autres possibles et d'un vivre-ensemble véritable.



FAIRE VALOIR UNE AUTRE APPROCHE DES MIGRATIONS

En 2024, le CCFD-Terre Solidaire s'est activement mobilisé contre le durcissement des politiques migratoires. Avec ses partenaires et alliés en France, tout en impliquant les personnes impactées par ces mesures, l'association a pointé les atteintes discriminatoires de la loi asile et immigration votée par le Parlement français. Au niveau européen, il s'est coordonné avec ses alliés pour analyser les impacts prévisibles du pacte sur la migration et l'asile adopté par l'Union européenne en 2024. La thématique migratoire a également été abordée par les bénévoles du réseau du CCFD-Terre Solidaire dans le cadre d'actions de plaidoyer local, en amont des élections européennes. L'association a par ailleurs veillé à la participation de ses partenaires à différents événements organisés en France et en Europe, tels que le sommet citoyen européen organisé à Bruxelles en mars, ou les rencontres internationales des semences paysannes organisées en octobre à Antibes.

UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DES VIOLENCES À L'ENCONTRE DES PERSONNES MIGRANTES.



REGARDS-CROISÉS FRANCO-MEXICAINS SUR LE THÈME DES LIEUX D'ACCUEIL

En octobre 2024, le CCFD-Terre Solidaire a été à l'initiative d'une rencontre entre l'association mexicaine Scalabrinianas Mision Para Migrantes y Refugiados (SMR) et des associations actives aux zones frontières françaises, sur la thématique des lieux d'accueil. Ces échanges entre pairs ont permis de confronter les réalités de chaque pays et les pratiques de chaque organisation.

F O C U S

ANALYSE CRITIQUE DE LA MISSION DE CONTRÔLE MIGRATOIRE CONFÉE À LA TUNISIE

En réponse à l'intensification de la coopération migratoire entre l'Union européenne et la Tunisie en vue de renforcer le contrôle des migrants sur le sol tunisien, le CCFD-Terre Solidaire a publié une analyse détaillée des modalités de cette coopération. L'association a par ailleurs déposé un recours devant le tribunal administratif de Paris afin d'obtenir des informations précises sur l'aide bilatérale de 25,8 millions d'euros que la France s'est engagée à verser à la Tunisie à des fins de « lutte contre l'émigration clandestine ». Cette aide est d'autant plus problématique que la mission de contrôle confiée à la Tunisie s'y déploie sur fond de violente rhétorique et d'actions xénophobes, aggravant les violations des droits subies par les personnes migrantes sur ce territoire.

EN MAURITANIE, CCD AGIT POUR L'INCLUSION DES PERSONNES MIGRANTES

En Mauritanie, le CCFD-Terre Solidaire soutient l'action de l'association Citoyennes et citoyens debout (CCD). Présente sur le territoire de Sélibabi (région de Guidimakha), cette organisation accueille des personnes migrantes qu'elle informe sur leurs droits et accompagne dans leurs démarches administratives pour régulariser leur situation et trouver un hébergement ou un travail. L'association a par ailleurs constitué un réseau de familles accueillantes où les personnes migrantes peuvent trouver refuge et solidarité. Elle peut elle-même offrir un abri à ces personnes en cas d'urgence. En 2024, l'association CCD s'est investie dans des actions de commémoration visant à lutter contre l'invisibilité des personnes migrantes disparues ou décédées, elle a également mis en œuvre des actions de lutte contre les stéréotypes et des activités de cohésion sociale afin de favoriser l'inclusion des personnes migrantes, telles qu'un grand tournoi de football qui a réuni ces personnes et des habitants du territoire.







CHAPITRE 4

RÉFLEXIONS TRANSVERSES

UNE ÉTUDE POUR ORIENTER, STRUCTURER ET RENFORCER LA LUTTE CONTRE LE PATRIARCAT

Le CCFD-Terre Solidaire poursuit depuis plusieurs années une réflexion sur la lutte contre le patriarcat, identifié comme l'une des causes structurelles de la faim. Dans cette optique, il a réalisé en 2024 une étude visant à ordonner son engagement sur cet enjeu.

Sensible depuis les années 2000 aux inégalités de genre et au patriarcat, le CCFD-Terre Solidaire a pour la première fois intégré un axe transversal sur l'égalité femmes-hommes dans son rapport d'orientation 2014, sous l'impulsion de certains partenaires féministes au Sud et de plusieurs de ses salariées et salariés. Différentes démarches ont ensuite été lancées, parmi lesquelles la constitution d'équipes de bénévoles axées sur la sensibilisation de l'opinion publique, et la mise en place d'un diagnostic genre au sein de la direction des partenariats internationaux (DPI), suivie d'un plan de formation à l'intention des équipes de cette direction. **En 2021, l'assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire a décidé d'aller plus loin en faisant de ce sujet un axe d'engagement clair et visible**, via notamment une démarche pédagogique favorisant une approche commune du sujet en interne, ou encore un soutien renforcé aux partenaires engagés dans la lutte contre le patriarcat.

En 2024, l'association s'est associée au réseau F3E afin de réaliser une étude qui aide à mieux comprendre comment **le système patriarcal produit des rapports de domination, des discriminations, des inégalités et des violences**, et à relier ces réflexions aux missions du CCFD-Terre Solidaire en matière de lutte contre la faim et les inégalités. L'étude a été menée sous la forme d'une recherche-action participative, qui a réuni une communauté multi-acteur repré-

sentant une grande diversité géographique, linguistique, religieuse et culturelle. **Plus de 40 partenaires ont travaillé à partir de l'expérience des uns et des autres** (individuelle et collective, personnelle et professionnelle), en se répartissant en trois cercles : un cercle de partenaires déjà engagés dans la lutte contre le patriarcat; un cercle de partenaires ayant mené des actions et/ou réflexions sur cette thématique ; et un cercle de partenaires éloignés de cette thématique.

Les réflexions de ces communautés apprenantes ont permis de révéler la façon dont les logiques de domination propres au patriarcat se manifestent à travers leurs différents contextes, d'identifier certaines responsabilités individuelles et collectives dans sa reproduction, et d'imaginer des actions de résistance et de transformation à mettre en œuvre. Le résultat de ce travail collectif a été capitalisé dans un document intitulé « *Agir contre le patriarcat, une des causes structurelles de la faim et des inégalités* », publié à l'automne 2024. À partir des constats ainsi dressés, les communautés apprenantes invitent à **penser des solutions de justice et d'émancipation pour toutes et tous**. Les recommandations issues de cette étude constitueront la pierre d'angle du travail que le CCFD-Terre Solidaire mettra en œuvre sur cet enjeu au cours du second triennal (2025-2027).



Témoin de l'intérêt et de l'existence de ce sujet dans différents espaces et actions du CCFD-Terre Solidaire, l'étude patriarcat l'engage désormais dans une nécessaire approche globale car, comme toute structure sociale, notre association tend à reproduire et renforcer les relations de domination, les inégalités, discriminations et violences existantes dans la société.

Cet engagement se concrétise par un espace de travail commun à toutes les directions qui identifiera des dynamiques et des actions pour une indispensable cohérence entre la vision, la gouvernance, les missions sociales, le fonctionnement et la culture de notre institution.

Fany Chabal,
chargée de mission cofinancements
au CCFD-Terre Solidaire

UNE DÉMARCHE APPUYÉE EN FAVEUR DE LA CONVERSION ÉCOLOGIQUE

Dans son rapport d'orientation 2021-2027, le CCFD-Terre Solidaire a confirmé et prolongé son engagement à opérer sa conversion écologique, selon une approche qui lie justice économique, justice sociale et justice environnementale. La dynamique impulsée il y a plusieurs années cherche à s'incarner dans l'ensemble de son fonctionnement interne et de ses missions sociales. Fondée sur l'encyclique *Laudato si'*, cette démarche le conduit à promouvoir la sobriété, la convivialité et, toujours, la solidarité.

Pour améliorer l'empreinte écologique du CCFD-Terre Solidaire, un comité de pilotage dédié a été créé en 2021. Cette instance, composée de représentantes et représentants des directions et de bénévoles du réseau, est chargée de mettre en œuvre les quatre axes d'action en faveur de la sobriété définis par l'assemblée générale, dont l'inscription dans la démarche de labellisation Église verte (lire ci-contre). Celle-ci a conduit le CCFD-Terre Solidaire à réaliser un écodiagnostic, puis à adopter un plan d'action pour la période 2024-2027, qui comporte cinq volets :

- ➔ réduire l'impact carbone des mobilités professionnelles ;
- ➔ améliorer la politique des achats dans une perspective d'écologie intégrale ;
- ➔ réduire l'impact social et environnemental du numérique ;
- ➔ réduire la consommation énergétique des bâtiments dont le CCFD-Terre Solidaire est propriétaire ;
- ➔ mieux trier et réduire les déchets.

La mise en œuvre de ce plan d'action a permis à l'association d'atteindre le niveau 2 de la labellisation Cep de vigne, et les efforts d'amélioration se poursuivent.

FOCUS

ÉGLISE VERTE

Lancée en 2017 par les trois Églises chrétiennes de France, la démarche Église verte est conçue comme un outil d'accompagnement à la conversion écologique à destination des paroisses, églises locales, mouvements, monastères, établissements chrétiens, associations, familles et jeunes souhaitant s'emparer de cet enjeu. Privilégiant une logique d'encouragement et de progression, elle repose sur la réalisation d'un écodiagnostic attentif à cinq domaines : célébrations et catéchèse, bâtiments, terrains, engagement local et global, modes de vie. Ce travail sert ensuite de support à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action. La labellisation proposée par Église verte compte cinq niveaux (Graine de Sénevé, Lis des champs, Cep de vigne, Figuier et Cèdre du Liban), que les structures adhérentes atteignent successivement, au fil des actions mises en place. Le dernier niveau est atteint quand les jauges des cinq domaines de l'écodiagnostic dépassent 75 %, et que la structure en assiste d'autres dans la démarche.

CONVERSION ÉCOLOGIQUE



L'intégration transversale de la justice environnementale implique également les missions sociales du CCFD-Terre Solidaire, dans la continuation de la décennie précédente.

En matière de plaidoyer, cet enjeu a été central dans un certain nombre d'actions qui se sont poursuivies ou ont repris en 2024. On peut notamment citer :

- ➔ **le suivi des mécanismes de compensation carbone de TotalEnergies au Congo, dans le prolongement du rapport publié en 2023 sur le projet BaCaSi ;**
- ➔ **la relance d'un plaidoyer sur la dette des pays du Sud, en insistant sur l'impact de la nouvelle crise de la dette sur les capacités d'action face à la crise climatique ;**
- ➔ **la poursuite du travail sur la régulation des acteurs économiques, notamment dans la dimension de leurs impacts sur l'environnement dans les pays du Sud.**

Concernant les partenariats internationaux, l'enjeu de la justice climatique est abordé par plusieurs partenaires des différentes régions du monde, soit directement, soit de manière transversale. Quelques exemples montrent la diversité des approches et la pertinence des actions menées par les partenaires.

- ➔ **La Plateforme latinoaméricaine et caribéenne pour la justice climatique, qui réunit 30 organisations de 17 pays, promeut des alternatives pour une transition juste et mène des actions de mobilisation et de plaidoyer sur les fausses solutions à la crise climatique.**

➔ **Plusieurs partenaires abordent l'enjeu de la justice climatique en lien avec l'extractivisme, en dénonçant les impacts environnementaux de ces industries, leurs conséquences sur les communautés autochtones et la criminalisation dont font l'objet les défenseurs des droits humains et de la nature. Plusieurs partenaires ont pu faire entendre ces revendications lors du Forum social panamazonien (Fospa) organisé en Bolivie en 2024.**

➔ **Des partenaires intègrent cet enjeu dans leurs projets liés à la souveraineté alimentaire, dans le cadre notamment du programme Tapsa (lire pp. 24-26), comme Inades Burundi qui implique les communautés dans la gestion des lacs afin d'y recréer de la biodiversité.**

Du côté de la mobilisation citoyenne, plus de 200 actions en lien avec la justice écologique ont été réalisées dans les territoires ou via les outils numériques, parmi lesquelles l'animation d'une dizaine de fresques du climat, des animations autour des semences paysannes, un cycle de conférences « Au fil de l'eau », des rencontres « Pesticides santé et biodiversité » à Hazebrouck, une Rand'eau solidaire à Beaucaire, le festival de l'Écologie à Saint-Jacut-de-la-Mer, plusieurs animations « Qui a tué Gaïa ? », ainsi que des ciné-discussions lors du festival ALIMENTERRE. De nombreuses animations spirituelles dédiées ont également été organisées, comme des chemins de croix et des temps de prière, des marches écospirituelles, ou encore une présentation de la lettre apostolique *Laudate Deum*.

PARTOUT EN FRANCE, UN ENGAGEMENT SOURCE DE CHANGEMENT

Dans un monde de plus en plus polarisé, agité par de violentes controverses et menacé par la montée des extrêmes, le réseau du CCFD-Terre Solidaire fait vivre localement les valeurs d'engagement, d'ouverture à l'Autre et d'espérance via la mobilisation citoyenne. Il met en œuvre des actions ambitionnant de contribuer à la transformation sociale, et permettant aux bénévoles de se retrouver dans les quatre dimensions de l'acronyme Plus : plaisir, lien, utilité, sens. Ces actions vont du plaidoyer local aux interventions d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale (ECSI) en milieu scolaire, en passant par l'organisation de stands et l'animation de campagnes de sensibilisation ou de changement.

L'année 2024, très dynamique, a été marquée en particulier par les élections européennes qui ont mobilisé de nombreux salariés et bénévoles de l'association, et par certaines innovations, tant dans les modalités d'action du réseau que dans le recrutement, l'animation et la formation des bénévoles. L'action de la direction de la mobilisation citoyenne (DMC) s'est résolument tournée vers l'externe, de façon à faire du CCFD-Terre Solidaire un acteur de transformation sociale en France, en solidarité avec ses partenaires dans les pays du Sud. Pour sensibiliser le grand public aux défis relevés par ces partenaires, le réseau de bénévoles a organisé près de 3 000 actions de mobilisation citoyenne qui ont touché plus de 130 000 personnes.



CHIFFRES CLÉS 2024

7 826

**bénévoles,
dont 635 nouveaux venus**

3 000

**actions de
mobilisation citoyenne**

130 000

personnes sensibilisées

1 095

**participations à des formations,
au profit de 683 bénévoles**

UNE ANNÉE SOUS LE SIGNE DE LA MOBILISATION

Les élections européennes ont représenté en 2024 un temps fort de mobilisation pour le réseau du CCFD-Terre Solidaire. À cette fin, l'association avait adressé aux bénévoles différentes propositions de mobilisations tournées vers le grand public, telles que l'organisation de photo-langages, l'animation de ciné-débats ou encore l'interpellation des candidats. Au total, 76 actions d'interpellation sur les quatre grandes thématiques de l'association ont eu lieu en amont du scrutin.

Ces thématiques ont fait l'objet de nombreuses autres actions tout au long de l'année. La Souveraineté alimentaire a représenté 30 % des actions recensées dans le réseau. Le projet de transformation pour une agroécologie paysanne et solidaire (Tapsa, lire pp. 24-26), notamment, a permis de sensibiliser 4 500 personnes dans six régions. Au-delà du réseau, les rencontres internationales sur les semences paysannes (lire p. 27) a touché une large audience sur l'enjeu de l'agroécologie paysanne.

La thématique Paix et vivre ensemble a quant à elle donné lieu à plus de 600 actions, dont plus de 300 interpellations de députés sur la situation à Gaza, ainsi qu'un grand nombre d'actions de sensibilisation aux atteintes à la démocratie, les luttes contre les rapports de domination, la promotion du rôle des sociétés civiles, et notamment des défenseurs des droits.

La thématique Migrations internationales a fait l'objet d'événements moins nombreux, mais néanmoins innovants. Pour exemple, le Parlement de rue des personnes migrantes organisé en juin 2024 à Nancy par le CCFD-Terre Solidaire et une quinzaine d'autres acteurs, afin de placer la parole des personnes exilées au cœur des débats, dans un contexte rendu hostile par la diffusion des idées de l'extrême-droite.

En interne, la campagne de Carême, dont l'objectif principal est centré sur la collecte, a concentré 37 % des actions en 2024, et permis d'accueillir neuf partenaires internationaux ayant chacun sillonné une région de France.

Pour déployer ces actions, la DMC s'appuie sur une soixantaine de salariés répartis sur l'ensemble du territoire, qui soutiennent le réseau et sont en charge du développement de l'association et des ressources, des campagnes, des formations, etc.

UN ENGAGEMENT SYNONYME D'INNOVATIONS

En 2024, la dynamique de mobilisation citoyenne du CCFD-Terre Solidaire a réservé une place importante à l'innovation. Sur le plan des modalités d'action, de nouvelles façons de sensibiliser à la solidarité internationale ont émergé. Ainsi, au-delà d'exemples tels qu'une grande vente de livres d'occasion, une série de concerts d'orgue ou une expo-photo, les outils numériques ont été massivement utilisés, à des fins très diverses. Des groupes de jeunes adultes bénévoles récemment créés ont été animés en partie via les réseaux sociaux, et une nouvelle forme de bénévolat entièrement en ligne a été expérimentée grâce à la communauté des « Digi'TS ». L'intranet du CCFD-Terre Solidaire, La Place, a quant à lui permis aux bénévoles d'échanger au sein de groupes thématiques, et d'accéder à de nombreux articles, dont 179 ont été publiés en 2024. L'offre de formation en ligne s'est également déployée, avec quatre modules en e-learning entièrement dématérialisés sur les quatre thématiques du CCFD-Terre Solidaire et sur la campagne « Abus des multinationales, on devrait tous pouvoir dire non ! » Enfin, la DMC a organisé une campagne de recrutement digitale et publié des offres de bénévolat sur des plateformes spécialisées afin de développer son réseau, parallèlement à la campagne de recrutement menée par les bénévoles sur le terrain.

LA COMMISSION DU PARTENARIAT INTERNATIONAL, UN ESPACE D'ÉCHANGE OUVERT À TOUS

La commission du partenariat international (CPI) regroupe 120 bénévoles élus par les régions et les mouvements et services d'Église (MSE), et répartis en dix comités territoriaux du partenariat (CTP). Cet espace de formation, de mutualisation d'expériences et de discussion permet aux bénévoles, salariés et salariés de construire une vision commune et cohérente du partenariat au sein de l'association. Ses membres discutent et valident l'ouverture ou la clôture de partenariats, ainsi que les engagements du CCFD-Terre Solidaire auprès des partenaires de l'association, et débattent des évolutions stratégiques du partenariat international à partir des discussions avec ces partenaires. La CPI a également pour missions de participer à l'information des bénévoles, de contribuer aux mobilisations sur les thèmes du partenariat international et de faciliter les stratégies régionales de rapprochement avec les partenaires, notamment par le partage et la mutualisation des expériences.

LA COMMISSION AXES THÉMATIQUES SUR LA VOIE DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Conformément à sa mission, la commission axes thématiques (CAT) a proposé au bureau, en vue du prochain plan triennal, une déclinaison stratégique des notes de positionnement sur les quatre thématiques prioritaires du CCFD-Terre Solidaire. Les 75 bénévoles de la CAT ont aussi contribué ponctuellement à répondre aux sollicitations des salariées et salariés sur des sujets précis. Des membres de la sous-commission souveraineté alimentaire ont ainsi réalisé une présentation exhaustive de l'état de l'agriculture française pour les partenaires invités, tandis que d'autres se sont investis dans le Collectif Nourrir. Ces sous-commissions, lieux d'échange entre équipes salariées et bénévoles, permettent d'avancer dans la compréhension commune des actions à mener et dans leur mise en œuvre. Les facilitatrices et facilitateurs de chacune des sous-commissions ont su s'investir davantage dans la concertation sans nécessairement solliciter l'appui des salariées et salariés en amont.



CAMILLE, NOUVELLE BÉNÉVOLE À TOULOUSE

À la suite d'un changement de situation professionnelle, **je souhaitais mettre en œuvre des actions de solidarité au sein d'une association qui me tient à cœur.** Je suis intéressée par les thématiques de justice sociale et de protection de l'environnement. J'ai pensé au CCFD-Terre Solidaire car je suis donatrice et je me suis dit que les missions proposées aux bénévoles correspondaient bien à ce que je cherchais. J'ai d'abord voulu m'engager sur des missions de communication correspondant à mes compétences. J'ai donc participé à l'organisation d'une table ronde « Regards croisés » avec François Munyentwari, agronome rwandais en charge des programmes alimentaires au sein d'Acord Rwanda et soutenu par l'AFD ; et Pierre Besse, paysan maraîcher de la Fédération française des Amap. La conférence a eu lieu le 15 novembre 2024 aux Halles de la Cartoucherie à Toulouse, en présence de 95 personnes. Mes responsabilités étaient de construire le plan de communication de l'événement en collaboration avec l'équipe, réaliser l'affiche, coécrire le communiqué de presse, animer la campagne sur les réseaux sociaux, coorganiser l'événement jusqu'au jour J, et réaliser des reportages photo et vidéo post-événement. J'ai eu le sentiment d'avoir été très bien accueillie, telle que je suis. Je me suis **sentie libre d'apporter ce que je pouvais**, je ne me suis jamais sentie forcée. Cela m'a donné envie de m'investir dans de nouvelles missions à l'avenir. Par ailleurs, j'ai été très contente du résultat de notre action : **95 participants, c'est une réussite !** Il n'y a pas mieux que de voir le beau fruit d'un travail collectif.



Cela m'a donné envie de m'investir dans de nouvelles missions à l'avenir.





CHAPITRE 5

DONNER POUR UN MONDE PLUS JUSTE

LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC, LEVIER DE LA LUTTE CONTRE LES CAUSES STRUCTURELLES DE LA FAIM



Patrice Leloup
Trésorier du
CCFD-Terre Solidaire

UNE CAPACITÉ À AGIR EN TOUTE INDÉPENDANCE GRÂCE À LA GÉNÉROSITÉ DES DONATEURS.

La générosité du public, qui représente plus de 80 % des ressources CCFD-Terre Solidaire, est essentielle pour lui permettre de poursuivre ses activités dans un contexte de diminution des aides publiques. L'année 2024 a été marquée par une relative stabilité de la générosité grâce au développement des prélèvements automatiques, à une année positive en termes de libéralités (legs, donations et assurances vie) et aux dons issus de l'épargne solidaire. Par ailleurs, l'évolution sur les marchés financiers en 2024 a permis de reprendre les provisions faites en 2022.

Si l'action du CCFD-Terre Solidaire est toujours plus nécessaire dans un monde secoué par des crises aiguës et multiples, l'association doit rester réaliste dans ses ambitions et veiller à maintenir un équilibre entre ses recettes et ses actions. Bien que l'exercice 2024 se traduise par un léger déficit d'exploitation, les réserves financières de l'association, ainsi que sa faible dépendance aux fonds publics grâce à la générosité des donateurs, lui permettent de conserver une capacité à agir en toute indépendance pour les années à venir.

En 2024, les missions sociales du CCFD-Terre Solidaire ont représenté plus de 77 % du budget de l'association. Ainsi, 54 % de ses dépenses ont été orientées vers le partenariat international, et 22 % vers l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. À ce titre, il est important de souligner que la valeur du travail effectué par les bénévoles dans le cadre de cette mission sociale est estimée à plus de 14 188 000 euros. Enfin, l'action de plaidoyer a représenté 2 % des dépenses du CCFD-Terre Solidaire, lui permettant de contribuer à faire évoluer le contexte législatif et réglementaire vers une meilleure prise en compte des enjeux internationaux.

Le CCFD-Terre Solidaire a consacré 15 % de son budget 2024 à la recherche de fonds, afin de continuer à assurer son indépendance et sa stabilité financière sur le long terme. Enfin, si l'association parvient aujourd'hui à limiter ses coûts de fonctionnement à 7 % de son budget, elle doit engager une réflexion sur le financement de la mise aux normes de son patrimoine immobilier.

Dans un contexte international de plus en plus complexe et chaotique, où la solidarité perd du terrain, le CCFD-Terre Solidaire a plus que jamais besoin de la générosité de ses donateurs pour **continuer d'agir contre la faim et toutes les formes d'injustice dans plus de 69 pays.**

MOT DU TRÉSORIER

Le CCFD-Terre Solidaire produit ses comptes conformément au règlement n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Les règles d'affectation et de répartition des coûts, dans le Compte de résultat par origine et par destination (CROD) et dans le Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER), ont été validées par le conseil d'administration le 31 janvier 2025. Ces règles d'affectation ainsi que les données présentées ici sont détaillées dans le rapport financier consultable sur le site du CCFD-Terre Solidaire.

UTILISATION DE LA GÉNÉROSITÉ

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est le fruit de l'action conjointe des organisations partenaires, des bénévoles, des sympathisants et des salariés, avec le soutien des donateurs.

À la générosité des donateurs (35 628 K€ en 2024), s'ajoute celle des bénévoles et des sympathisants, qui offrent leur temps et leurs compétences pour la construction d'une Terre plus solidaire.

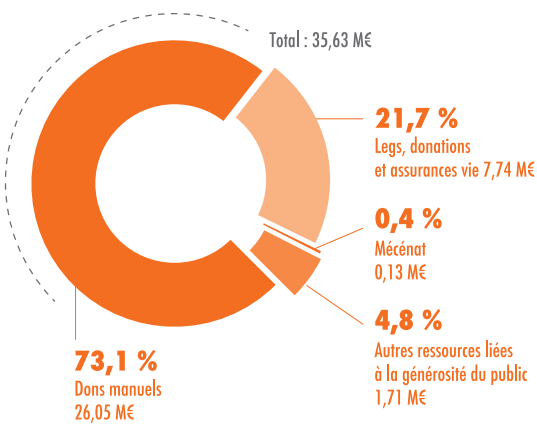
Cet engagement bénévole se situe à tous les niveaux de l'activité de l'association. S'il est prioritairement dirigé vers la mobilisation citoyenne et vers le soutien aux campagnes de plaidoyer dans toute la France, il assure également une partie de la collecte et du traitement des dons, ainsi que la participation à divers groupes de travail et de réflexion.

En 2024, on dénombre 7826 bénévoles ayant offert 86 158 jours, soit l'équivalent de 418 équivalents temps plein pour assurer la mission du CCFD-Terre Solidaire dans les territoires et au siège. Ce temps valorisé à une, deux ou trois fois le taux horaire chargé du Smic, selon le type de responsabilité, représente un montant total de 14 187 K€.

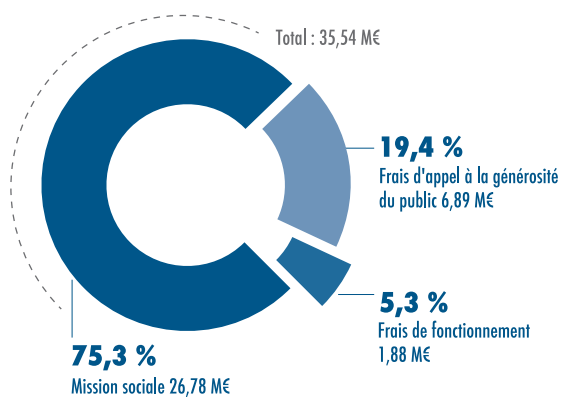
En 2024, 2 191 K€ de prestations en nature ont été offertes par des prestataires de la direction de la communication et de l'information, permettant ainsi à l'association de bénéficier d'espaces gracieux et de contributions en nature.

La générosité des donateurs, des bénévoles, des sympathisants et des prestataires représente donc un montant total de **52 378 K€ de ressources globales en 2024** (y compris variation de fonds dédiés issus de la générosité).

RESSOURCES FINANCIÈRES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC



EMPLOI DES FONDS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC



UTILISATION DE LA GÉNÉROSITÉ

DES DONATEURS FIDÈLES AU RENDEZ-VOUS

EN 2024, MALGRÉ UN CONTEXTE DIFFICILE, LES DONATEURS DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE ONT RÉAFFIRMÉ LEUR GÉNÉROSITÉ.

En dépit d'une période secouée par une multitude de crises nationales et mondiales, les 175 000 donateurs du CCFD-Terre Solidaire ont encore répondu présents à ses appels à la solidarité, permettant aux dons de rester quasi stables en 2024 par rapport à 2023 (- 0,2 %).

Le CCFD-Terre Solidaire a poursuivi le développement des dons en prélèvement automatique via des campagnes de *street marketing*, les outils digitaux et le télémarketing. Le prélèvement automatique, gage très précieux de stabilité et de sécurisation de nos ressources, représente aujourd'hui près de 40 % du volume des dons.

Les libéralités (legs, donations, assurances vie) ont pour leur part augmenté de façon significative (+ 20 %), atteignant un niveau inégalé de plus de 7,7 millions d'euros. La stratégie de promotion des libéralités, ainsi que le développement de l'accompagnement et du conseil auprès des publics intéressés (principalement des donateurs) portent leurs fruits. La générosité issue des legs et des assurances vie vient très souvent conclure un parcours de dons tout au long de la vie des donateurs du CCFD-Terre Solidaire.

L'année 2024 a également été très favorable pour l'association sur le plan de l'épargne solidaire, les donateurs détenteurs de produits financiers d'épargne de partage lui ayant fait don de la somme exceptionnelle de 1,7 million d'euros.

Si les donateurs sont fidèles et toujours plus généreux, l'enjeu pour le CCFD-Terre Solidaire reste de trouver de nouveaux donateurs et de continuer à proposer des nouvelles modalités de dons. Le laboratoire d'innovation créé par l'association lui permet d'imaginer la collecte de demain, via de nouvelles méthodes et outils qui pourront toucher de nouveaux publics.

En 2025, les incertitudes liées au contexte global, et notamment la baisse significative des fonds publics, rendront plus essentiels encore les fonds privés et la générosité du public. Pour y faire face, le CCFD-Terre Solidaire continuera à développer les dons en prélèvement automatique afin de sécuriser sa collecte, à améliorer l'accompagnement des testateurs et des donateurs dans leurs démarches de transmission et de don, et à concevoir des opérations de collecte innovantes. Enfin, il poursuivra sa démarche de collecte de fonds auprès de mécènes (entreprises, fondations d'entreprises, fondations familiales) afin de diversifier ses canaux de collecte.



DON EN CONFIANCE

Acteur du changement depuis 1961, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement-Terre

Solidaire est membre fondateur du « don en confiance », organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Il donne son agrément aux organisations qui respectent des règles déontologiques garantissant le bon fonctionnement statutaire, la rigueur de gestion, la qualité de la communication et des actions de collecte de fonds ainsi que la transparence financière concernant l'utilisation des fonds issus de la générosité du public.

L'intégralité du rapport financier est accessible sur ccfd-terresolidaire.org. Il a été examiné et validé par nos commissaires aux comptes.

DÉVELOPPEMENT DES GÉNÉROSITÉS

LES FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS AU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Si la plupart des partenaires du CCFD-Terre Solidaire sont financés uniquement sur fonds propres, issus notamment de la générosité du public, certains d'entre eux bénéficient de financements institutionnels.

LES FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Les bailleurs de fonds français et internationaux (Agence française de développement, Centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Union européenne, etc.) octroient des subventions sur la base de propositions de projets. La direction du partenariat international (DPI) dispose d'un service dédié à la gestion et au suivi de ces contrats de subvention - le service Appui et financements institutionnels (AFI) - et de deux équipes « grands programmes » (Tapsa et Face). **Leur gestion transparente et rigoureuse des fonds octroyés, grâce à des procédures et des contrôles à tous les niveaux, permet de respecter les normes de redevabilité des bailleurs de fonds.**

QUELLE PART DES RESSOURCES ?

Les fonds publics représentent 12 % du budget global du CCFD-Terre Solidaire, et dont une grande partie sont destinés directement aux partenaires. **Ces financements représentent donc un levier stratégique au service de la mission sociale du CCFD-Terre Solidaire fondée sur une relation partenariale multidimensionnelle aux organisations locales.**

ILS NOUS ONT FINANCÉ EN 2024 :

Agence française de développement (AFD), Centre de crise et de soutien du ministère des Affaires étrangères (CDCS), Union européenne, Fondation Raja, Fondation de France, Développement et Paix (Caritas Canada), Action contre la Faim, Misereor, Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis.

UNE APPROCHE COMPLÉMENTAIRE DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES PARTENAIRES

Le CCFD-Terre Solidaire accompagne aussi bien l'organisation partenaire que les projets portés par celle-ci. Dans cette optique, les financements institutionnels et l'appui des chargés de mission du service AFI permettent à la fois de donner plus d'ampleur aux projets, et de renforcer les compétences administratives et de gestion de projet du partenaire. Cet appui est donc structurant pour **le partenaire qui, à la fin d'un projet cofinancé par un bailleur public, a acquis des compétences en gestion de projet**, ce qui lui donne les moyens de diversifier ses ressources par lui-même.

UN CONTEXTE DE FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS TRÈS TENDU

L'aide publique au développement a subi des coupes budgétaires importantes liées à la baisse importante du budget de la France et à la décision de ne plus financer de projets dans des pays ayant des désaccords avec l'État français (Mali, Burkina Faso et Niger). La suppression, l'an passé, de 742 millions d'euros dans le budget de la solidarité internationale, **et la poursuite de cette baisse en 2025, ont un impact très fort sur l'ensemble des acteurs de la solidarité internationale, dont le CCFD-Terre Solidaire.**

FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

UNE CAMPAGNE DE NOTORIÉTÉ AUDACIEUSE



En juin 2024, le CCFD-Terre Solidaire a lancé une nouvelle campagne de notoriété. Intitulée « La seule association qui ne fait rien », elle vise à faire connaître l'ONG en mettant en avant **sa démarche singulière de soutien aux populations locales**.

Derrière l'idée provocatrice qu'au CCFD-Terre Solidaire « on ne fait rien et ça change tout », cette campagne soulignait son engagement historique à donner aux communautés locales les moyens de développer leurs propres solutions durables contre la faim. Depuis sa création en 1961, l'association mise en effet sur le développement, en finançant et en accompagnant des projets durables sans jamais se substituer aux acteurs locaux.



Cette campagne met en lumière notre vision de la solidarité internationale. Nous accompagnons et soutenons des projets locaux, car ce sont les populations sur place qui détiennent les solutions adaptées à leurs réalités.

Amélie Churlet,
directrice de la communication et de l'information

Les objectifs principaux de la campagne étaient d'accroître la notoriété du CCFD-Terre Solidaire auprès du grand public et de sensibiliser les Français aux enjeux de la solidarité internationale. En ciblant un large éventail de personnes, l'association ambitionnait en effet de **remettre la solidarité et la lutte contre la faim au cœur des préoccupations**, dans un contexte où le repli sur soi est tentant.

Lancée le 30 mai, en amont de la Journée mondiale de lutte contre la faim (le 15 juin), cette campagne d'une durée de trois semaines incluait des spots TV, un affichage dans le métro parisien et une campagne digitale.

COMMUNICATION

LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE RENFORCE SES AMBITIONS ET SES ACTIONS

La direction des ressources humaines (DRH) a mené différents projets pour fidéliser les salariés du CCFD-Terre Solidaire et renforcer l'attractivité de l'association. En lien avec la direction de la communication et de l'information, elle a mis en place le programme « Ambassadeurs et ambassadrices LinkedIn » pour asseoir la visibilité de la marque « CCFD-Terre Solidaire » sur ce réseau social, et retravaillé la page « Nous rejoindre » du site internet. Cette dernière met en valeur les différentes directions de l'association, et présente les formes d'engagement accessibles aux jeunes (service civique, stage, alternance, volontariat), auxquels le CCFD-Terre Solidaire propose un accompagnement spécifique (ateliers pour rédiger un CV et une lettre de motivation, mener un entretien, etc.). La DRH a par ailleurs réalisé un diagnostic autour de **l'inclusion des personnes en situation de handicap**, qui débouchera sur un plan d'action en 2025. Enfin, l'année 2024 a été marquée par un renforcement des procédures et dispositifs relatifs à la sécurité en mission, et par l'élaboration d'un dispositif de signalement et de traitement des violences sexuelles et discriminatoires.

L'OFFRE DE FORMATION SE STRUCTURE ET S'ÉTOFFE

En 2024, le CCFD-Terre Solidaire a continué à déployer son programme de formation. La communication a fait l'objet de nombreuses sessions, axées sur le media-training, le dispositif « Ambassadeurs et ambassadrices LinkedIn » ou encore la construction de plans de communication locaux et régionaux. Les questions de santé et sécurité ont été abordées sous l'angle notamment de la prévention du harcèlement moral et sexuel et des discriminations, et de l'adoption d'une posture soutenante vis-à-vis des partenaires en difficulté. Enfin, la connaissance du CCFD-Terre Solidaire a été abordée dans le cadre du parcours de formation Église et du séminaire annuel d'intégration des nouveaux salariés.



Cette formation permet d'appréhender toutes les notions autour de la santé mentale et du care. Cet apport à la fois théorique et pratique permet de mieux percevoir les possibilités de soutien moral aux partenaires, tout en gardant une « juste distance »

Morgane Grange,
responsable développement des ressources humaines



FOCUS

Deux nouvelles pratiques ont également été développées par le CCFD-Terre Solidaire. En premier lieu, l'organisation de « sessions rebond » d'une demi-journée, destinées à approfondir des sujets partiellement acquis lors de la formation initiale. En second lieu, la mise en place d'échanges de pratiques à l'intention des chargés de partenariats, afin notamment de favoriser la transmission de savoirs entre salariés aguerris et nouveaux arrivants. En parallèle, la DRH a travaillé sur une plateforme d'apprentissage en ligne qui permettra à chaque salariée et salarié de créer un parcours de formation adapté à ses besoins.

RESSOURCES HUMAINES



Isabelle Manimben, Responsable du service Afrique / océan indien

Depuis votre arrivée au CCFD-Terre Solidaire il y a 17 ans, quelles ont été vos fonctions ?

Pendant neuf ans, j'ai été chargée de mission sur plusieurs régions d'Afrique : les Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et le golfe de Guinée. Depuis 2017, je suis responsable du service Afrique.

Qu'est-ce qui vous motive à continuer votre engagement au sein du CCFD-Terre Solidaire ?

Après toutes ces années, je reste profondément marquée par la richesse des liens tissés avec les partenaires des sociétés civiles africaines. Partager et soutenir leurs combats est source de sens et d'espérance. Il est passionnant d'aborder avec eux des défis majeurs comme le vivre-ensemble, le féminisme ou la transition écologique à travers une perspective qui nous amène à nous décentrer.

Qu'est-ce qui fait la spécificité du CCFD-Terre Solidaire dans la manière de travailler au quotidien ?

Sa spécificité tient dans son approche partenariale basée sur la confiance, la souplesse, le temps long et la réciprocité. C'est un apprentissage permanent, qui nous amène à écouter, nous questionner et innover, particulièrement dans le contexte actuel contraint et de plus en plus répressif.



Rémi Douge, Chargé de développement associatif Auvergne - Limousin - Poitou-Charentes / Centre-Val de Loire

Quand avez-vous commencé à travailler au CCFD-Terre Solidaire et quelle est votre fonction ?

J'ai rejoint le CCFD-Terre Solidaire en mai 2024 comme chargé de développement associatif en Centre-Val de Loire. J'accompagne les équipes bénévoles dans leurs actions de mobilisation citoyenne, le recrutement de nouveaux bénévoles et le suivi de leur parcours d'engagement.

Comment le CCFD-Terre Solidaire assure-t-il l'intégration des salariés en région ?

Mon responsable m'a accueilli et m'a donné les clés de compréhension de mon poste et de l'association. J'ai également bénéficié d'un parcours d'intégration et de formation, dont un séminaire qui m'a offert une vision large des actions du CCFD-Terre Solidaire. D'autres formations et des temps d'échanges réguliers entre collègues complètent cet accompagnement.

Qu'est-ce qui vous motive dans votre rôle au quotidien ?

Au quotidien, c'est le contact avec des personnes passionnées et engagées ainsi que le sentiment de contribuer, à mon échelle et via mon travail, à un monde meilleur.

PAROLES DE SALARIÉS



Julie de Rossi, Responsable environnement de travail

Qu'a-t-il été mis en place en 2024 pour améliorer les conditions de travail et la convivialité ?

Le réaménagement du rez-de-chaussée au siège a permis de créer des salles de réunion confortables, ainsi qu'une « Place du village », espace pour se retrouver entre collègues, partager un repas, créer des moments conviviaux qui renforcent le lien entre nous.

Quels projets ou priorités vous mobilisent pour continuer à renforcer le bien-être au travail ?

Je suis mobilisée sur le Grand Projet Immobilier, qui vise à réunir les trois entités du CCFD-Terre Solidaire afin d'améliorer les conditions de travail et de renforcer les liens entre les équipes. Je travaille également avec la DRH sur un atelier pour améliorer les postures au travail. Je m'efforce chaque jour de répondre aux besoins exprimés par les salariés pour travailler dans les meilleures conditions possibles.

Qu'est-ce qui vous donne envie de bien faire votre travail, et qu'est-ce qui fait la valeur ajoutée du CCFD-Terre Solidaire au quotidien ?

Je suis portée par l'engagement des salariés et bénévoles. Je suis fière de mettre mes compétences au service d'un projet collectif porteur de valeurs fortes. La richesse du CCFD-Terre Solidaire, ce sont aussi ces initiatives déployées avec une énergie incroyable partout en France, et qui rendent notre action si vivante et inspirante.





ÉCHOS DU MONDE

LE MAGAZINE DE REPORTAGE
DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dans un monde en pleine mutation et en quête de sens, le magazine Échos du monde décrypte quatre fois par an, dans des dossiers thématiques, les enjeux environnementaux, sociaux politiques et économiques de nos sociétés.



ABONNEZ-VOUS





**TERRE
SOLIDAIRE**